

58 R

LEOUIZON-LE-DUC-PRISON-SUÈDE

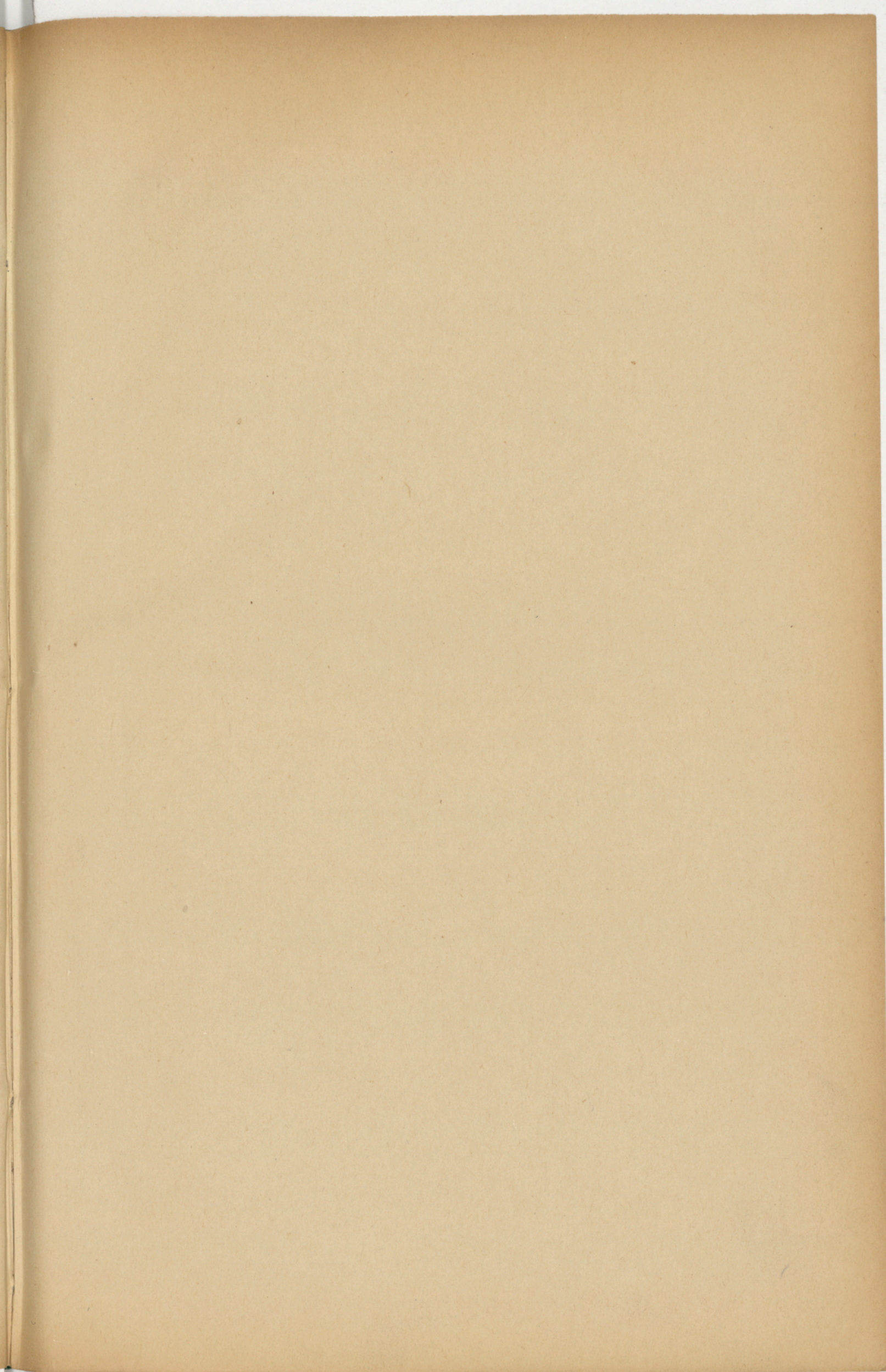
S

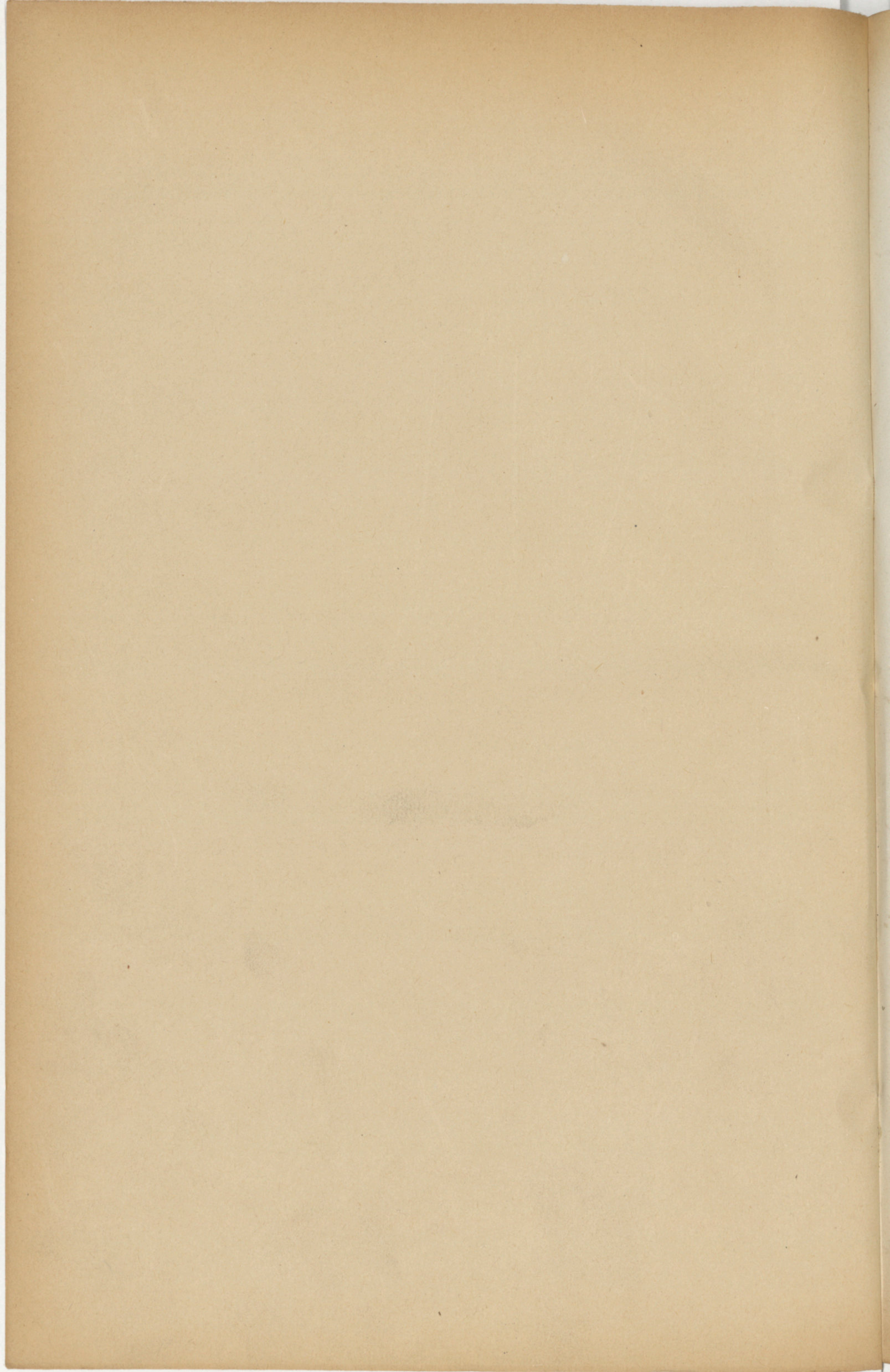


00q.
1

3.625

So. La Roca 1581.





Rapports

Sur

l'Organisation des travaux forcés
en Suède.

}

Monsieur le Ministre,

Dans les divers rapports que j'ai eu l'honneur de vous adresser jusqu'à présent, je me suis occupé: 1^o de l'organisation et du régime des prisons en Finlande; 2^o de la construction des prisons cellulaires en Suède; 3^o de la nouvelle législation suédoise touchant les vagabonds et autres individus sans moyens d'existence légale (Försvarslöse); et des prisonniers à confession (Bekännelse fänger); 4^o de l'organisation administrative des prisons de Suède; 5^o de l'influence de la religion dans les mêmes prisons.

Je prendrai aujourd'hui pour sujet d'étude, l'organisation des travaux forcés en Suède. Cette question, en ce qui concerne la France, excite maintenant, au plus haut point, la sollicitude du gouvernement. Une réforme complète, ou plutôt une organisation toute nouvelle se prépare. Déjà le Conseil d'Etat a été entendu; le Corps législatif est saisi. Dans de telles circonstances, mon travail arrive donc avec un caractère d'actualité qui le recommandera, sans doute.



J'espère aussi que l'administration y trouvera des éléments, non seulement d'intéressante curiosité, mais encore d'utilité réelle et pratique; et qu'elle y pensera, peut-être, l'inspiration de quelques importantes mesures applicables au nouveau régime qu'elle se propose d'inaugurer.

I.

Principes généraux.

Ce qu'on remarque tout d'abord dans la législation pénale de la Suède, c'est la force de permanence qu'elle attache à ses arrêts. Frappé par eux, le criminel devient à tout jamais la proie de la justice. Il a beau accomplir sa peine, il ne peut effacer le sceau fatal dont il est marqué. Non, qu'il s'agisse de cette tache indélébile que tout jugement criminel imprime au front de l'homme; ni de ce joug de la haute police que nos lois font peser sur les condamnés libérés. L'action de la loi suédoise est d'une autre nature. Dès qu'elle a, une fois, posé la main sur un criminel, elle le tient de telle sorte, elle le lie si puissamment au premier jugement qui l'a frappé, que même après avoir satisfait à ce jugement, le criminel le voit se dresser devant lui comme un principe de condamnations qui peuvent être sans cesse renouvelées. Ici, il n'est pas nécessaire qu'une nouvelle sentence judiciaire motivée par un nouveau crime intervienne, il suffit d'une simple mesure de police émanée d'un gouverneur civil ou préfet

Or, cette mesure atteint infailliblement tout condamné libéré qui, sans être en état de vagabondage proprement dit, n'a pu se procurer, en sortant de prison, des moyens légaux d'existence.

C'est ce qu'on appelle en Suède la loi des Försvarslöse, sur laquelle j'ai déjà eu l'honneur d'adresser à l'administration un rapport spécial, loi éminemment utile et conservatrice, sans doute, au point de vue de la Société, mais loi terrible, inexorable et de forme souverainement venatoire au point de vue des individus.

X Pour la bien comprendre, il est important de rappeler le principe sur lequel repose toute l'organisation de la Société Suédoise. Cette Société est partagée en trois classes : 1^o Les citoyens qui vivent de leur fortune, comme les propriétaires; 2^o Les citoyens qui vivent de leur emploi, comme les fonctionnaires publics; 3^o Les citoyens qui vivent de leurs établissements industriels ou de leur professions libérales, comme les manufacturiers, les artisans, les artistes etc. Tout individu qui n'appartient pas à une de ces trois classes, doit en relever, en certaines proportions, c'est-à-dire y posséder un ou plusieurs répondants. Ainsi, les ouvriers, les domestiques ne sont réputés membres de la Société Suédoise, qu'autant qu'ils sont inscrits chez un patron ou un maître qui répondent de leurs personnes et des obligations qu'ils ont à remplir envers l'Etat. Une telle organisation ne laisse, comme on voit, aucune place ni aux paresseux, ni aux vagabonds. Ce sont là de ces êtres parasites, pour lesquels la loi n'a point d'entrailles, elle les livre en proie à la police et aux

tribunaux; leur demeure naturelle, c'est la prison.

Avant l'année 1846, la loi des Lörsvars lösen était appliquée avec une incroyable rigueur. On comprenait sous cette dénomination, non seulement les paresseux et les vagabonds proprement dits, mais encore des citoyens qui ayant des économies dont ils vivaient honnêtement n'appartenaient néanmoins, officiellement, par rang ou par inscription à aucune des trois classes obligées. A toute heure du jour ou de la nuit, chez eux ou dans la rue, ces malheureux pouvaient être saisis par la main de la police et jetés en prison. Sous l'autre règle à leur égard que l'arbitraire des sergents de ville. Les arrestations étaient brutales et de chaque instant. Et par suite, les prisons s'encombraient; les détenus des genres les plus divers étaient mêlés: ce qui aboutissait finalement à une perversion générale.

Frappé d'un désordre aussi excessif, le roi Oscar dont la sollicitude pour ce qui touche au régime des prisons, se manifeste tous les jours par tant d'actes utiles, le roi Oscar voulut y remédier. Le 29 mai 1846, une ordonnance parut qui changea sinon complètement, du moins en proportion considérable, le système adopté jusqu'alors à l'égard des Lörsvars lösen. Il ne fut plus question d'arrêter le premier venu et de le jeter en prison, sous prétexte qu'il n'était d'aucune des trois classes ou qu'il n'y comptait aucun répondant. L'homme malheureux, mais innocent fut épargné. Le vagabond seul fut atteint. Encore la nouvelle ordonnance se montra-t-elle très-avisée de ce dernier, plutôt clémentine et protectrice que répressive; car, au lieu de sévir immé-

-diatement

V

contre lui, elle épuisait tous les moyens pour l'anacher au vagabondage et en faire un citoyen utile.

La sévérité de l'ancienne législation retomba donc toute entière sur ceux des Försvars löse qui avaient déjà passé par un jugement criminel et subi une détention plus ou moins longue, soit dans une prison, soit dans une forteresse, soit dans tout autre établissement pénitentiaire du royaume. Ces Försvars löse sont livrés à la discrétion des gouverneurs provinciaux lesquels, il faut le dire, les traitent sans merci. Surtout où se rencontre un condamné libéré dont les moyens d'existence ne répondent point aux conditions légales que j'ai spécifiées plus haut, ils se saisissent de la personne, et l'envoient de leur propre autorité, pour un maximum ou un minimum fixés par la loi, au Corps des travaux forcés.

Ces graves attributions judiciaires confiées en pareil cas aux gouverneurs civils, tiennent comme je l'ai déjà fait observer, à cette force de permanence que la législation pénale de la Suède attache à la sentence des tribunaux. Dès que cette sentence a été une fois, un criminel, quelque soit le degré de sa culpabilité, elle pose dans la vie comme un principe insoutenable que tout pouvoir constitué peut sans cesse invoquer contre lui; non seulement comme circonstance aggravante, mais comme motif complet d'une nouvelle condamnation.

On voit par ces dispositions jusqu'à quel point la loi suédoise protège la société. Elle veut que chaque citoyen y vive au grand jour; et exclut quiconque chercherait à s'envelopper de ténèbres. C'est ce qui explique la sévérité étrange qui caractérisait cette loi avant

6

L'ordonnance royale du 29 mai 1846. Depuis cette époque, elle a un centre d'action moins étendu. Mais, quelle puissance de conservation dans cette justice sommaire qui frappe tout condamné libéré qui s'affranchit des classifications légales! et qui, non seulement le danger, mais l'ombre même du danger sont écartés. Il est vrai qu'à envisager isolément et en elle-même une pareille disposition, elle semblera peut-être exagérée et brusque. Pour l'apprécier dans sa vérité, il faut se rappeler qu'après l'armer si absolument le gouverneur civil contre le condamné libéré, la loi suédoise a entouré le dernier, pendant et après sa détention, de tous les moyens les plus propres à provoquer son amendement et à le mettre en état de pourvoir lui-même honnêtement à son existence. Car, c'est un des beaux côtés de cette loi de croire à la réhabilitation du coupable. Elle s'appuie, du reste, en cela, sur les mœurs publiques. Mais, si le condamné suédois souffre moins que le condamné d'autres contrées, de la réprobation qui s'attache fatalement au criminel; s'il donne plus rarement le scandale des récidives; on compte encore, néanmoins, en Suède, parmi les criminels qui sortent de prison, un assez grand nombre d'êtres déshonorés et détestés pour que la société ait à se prémunir contre les nouveaux dangers dont ils pourraient la menacer. Le dirai-je? n'est-ce pas surtout à l'égard des condamnés libérés que la société doit être prévoyante? Ceux-là, du moins, elle les connaît. Elle sait de quoi ils sont capables; elle saigne encore peut-être, des plaies qu'ils lui ont faites.

X X

Qui donc pourrait la blâmer d'user contre de tels individus de toute la rigueur de ses droits ? Sans doute, il est louable de croire à la réhabilitation humaine, mais il ne faut pas que cette croyance empêche de se défier d'une perversité qui a fait les preuves. Le Souci exagéré, et sans distinction, de la liberté individuelle, des garanties personnelles, du droit de chacun de n'être condamné qu'après avoir été jugé, ce Souci a produit plus d'une illusion fatale. En trop s'inquiétant des particuliers, une philanthropie mal entendue nuit souvent à la société. Il est des cas où une inévitabile rigueur est utile, sur la forme en paraissant arbitraire et vexatoire. C'est ce pas au côté respectable de la loi des Försvars löse que la Suède est en partie redevable de tout ce qui se produit dans les condamnés libérés de sincère amendement, de solide persévérance ? En effet, en communiquant au premier jugement qui a frappé ces malheureux la force de permanence dont j'ai déjà parlé, elle leur inspire plus énergiquement la détestation et le repentir de leur premier crime ; tandis que par le pouvoir discussionnaire dont elle arme contre eux les gouverneurs civils, elle les empêche de récidiver. Dans tous les cas, si la loi suédoise des Försvars löse s'honore avec les individus, en ce qui concerne leur amendement et leur persévérance, elle sauve toujours, du moins, par la surveillance et par les rigueurs qu'elle déploie contre eux, les intérêts généraux de la société.

Voyons, maintenant comment par suite de la législation que je viens d'exposer,

Les travaux forcés sont organisés dans le royaume de Suède.

II

Organisation ancienne - Sionniers.

28. L'institution des bagues telle qu'elle existe chez nous, n'est pas connue en Suède. Les grands criminels y satisfont à leur jugement, soit dans les forteresses, soit dans les prisons cellulaires, soit dans les maisons centrales de correction et de travail. Je consacrerai plus tard un rapport spécial à ces divers établissements. Aujourd'hui, je n'ai à m'occuper que des travaux forcés proprement dits.

En général, le personnel des condamnés aux travaux forcés, ou comme on dit en Suède aux travaux publics allmänt arbete, ne se compose que de försvarslöse. Or, ainsi que je l'ai déjà dit, cette expression, avait autrefois une signification très vaste. Elle s'appliquait non seulement aux paresseux, aux vagabonds, et autres gens sans aveu, mais encore à tous individus qu'aucun lien direct ou indirect ne rattachait à l'une des trois classes légales : utan laga försvar.

Un premier essai fut fait en 1804, dans le but de concentrer tous les försvarslöse dans un même corps et de les organiser militairement. Deux compagnies de travailleurs furent formées : l'une à Carlskrona, l'autre à Sveaborg. Plus tard, on les renforça de deux autres compagnies que l'on plaça

à Helsingholm. Chacune avait cent hommes. Elles étaient employées aux travaux publics. Cette organisation, testée toujours de l'état d'ébauche, fonctionna cependant jusqu'en 1826.

Le 26 octobre de cette année, une ordonnance royale prononça la dissolution des compagnies de Carlskrona et de Helsingholm, et les remplaça par un nouveau Corps qui fut appelé Corps des pionniers, Pionnierskorps.

17 Ce Corps eut pour siège principal la forteresse de Wanå, dite aujourd'hui de Carlsborg. Il fut partagé en deux compagnies, chacune de cent cinquante hommes, sous les ordres du Commandant de la forteresse, et l'inspection du Chef du Corps du génie. Chaque compagnie forma en outre deux sections; chaque section, deux pelotons; chaque peloton deux caporaleries, ayant à leur tête, suivant leur importance respective, un lieutenant ou un sous lieutenant, un sous officier ou un caporal. Toutes ces autorités étaient tirées de l'armée active. L'économie du Corps des pionniers en général, ressortissait au Collège de la guerre Krigs Collegium, ainsi qu'il en était de tous ce qui touchait à l'état militaire du royaume.

20 Les détachés des compagnies de Carlskrona et de Helsingholm formèrent le premier noyau du Corps des pionniers. On prit de ces compagnies les deux cents meilleurs sujets, c'est-à-dire ceux sous la conduite avait été la plus régulière et qui se distinguaient par une plus grande aptitude au travail. Plus tard, on y donna place aux soldats que leur

inconduite avait fait rayer prématurément des rôles de l'armée. Ces soldats furent obligés de rester au Corps des pionniers et de travailler jusqu'à l'expiration de leur temps de service. Quant aux condamnés proprement dits, comme le plus grand nombre n'était composé que de Löwsträlske plus malheureux que coupables, le terme de leur détention fut limité au jour où ils rencontreraient une position qui leur permît de vivre conformément aux lois de la société. Cependant, quelques années après, (30 juillet 1894) un rescrit royal fixa pour ces derniers un maximum et un minimum de détention.

Le Corps des pionniers le proposais en double but: d'abord de provoquer par les rigueurs de la discipline militaire, et la salutaire influence du travail l'amendement du détenu; ensuite, de se'doumager l'Etat par les produits de ce travail des frais que lui coûtait son entretien.

Des hommes, d'un zèle ardent pour le bien de l'humanité et d'une intelligence éclairée furent chargés successivement de la direction. Aussi, dès les débuts, le Corps des pionniers se distinguait par d'heureux résultats. Malheureusement, cela dura peu; la bonne réputation dont il commençait à jouir au dehors se perdit. Bientôt, même, le nom de pionniers passa pour le mépris et les malédictions sous le public poursuivait celui de Correctionsnistes, c'est-à-dire, des prisonniers des maisons de correction et

de travail. Quel pouvait être le sort d'une pareille institution ? Evidemment on dû songer à la réformer; et l'on prépara dès lors une nouvelle organisation qui devint, cette fois, une organisation définitive.

III

Organisation actuelle - Corps
des travaux forcés, ou travaux de la
Couronne - Krono-arbets-korpsen.

VIII
Le peu de succès du Corps des Pionniers tenait à trois causes : 1.^o à la loi des Lörsvars löse qui était alors d'une excessive rigueur, et dont l'application littérale multipliait à l'infini les arrestations; 2.^o à l'encombrement des prisons; 3.^o à l'insuffisance des cadres du Corps des pionniers lui-même. Ces trois causes réunies exerçaient une influence désastreuse sur les détenus. Trop nombreux pour les prisons destinées à les recevoir, ils y restaient confondus dans un affreux pêle-mêle, défiant audacieusement toute surveillance, et s'inscrulant à l'envi, les uns aux autres, leur corruption réciproque. Quand par suite d'une vacance au Corps des pionniers, un de ces détenus y était admis, il y apportait d'ordinaire une perversité tellement profonde, un endurcissement tellement chronique, que tous les efforts que l'on déployait pour provoquer en lui cet amendement intérieur, but principal de l'Institution, demeuraient frappés de stérilité.

Un état de choses aussi déplorable

20
 Devait fixer l'attention de la Direction générale
 des prisons de Suède (1). Elle présenta au
 Gouvernement plusieurs rapports où, en
 même-temps qu'elle faisait connaître
 l'étendue du mal, elle cherchait à en
 indiquer le remède. Deux moyens s'offraient
 pour cela : ou bâtir de nouvelles prisons,
 ou modifier l'organisation du Corps des
 prisonniers de telle sorte qu'il pût
 suffire désormais à décharger les
 prisons déjà existantes de leur trop plein.
 Le premier moyen était dispendieux; il
 était, de plus, ruineux : car le gouver-
 nement ayant alors plusieurs projets de
 réforme pénale à l'étude, il pourrait
 arriver que les nouvelles constructions
 ne répondissent en aucune façon au
 projet qui serait adopté. Le second
 moyen, au contraire, présentait toute
 sorte d'avantages. D'abord, un notable
 allègement dans les charges publiques.
 En effet, les individus qui seraient
 partie de l'organisation proposée, seraient
 appliqués, d'après le plan de la
 Direction générale, à tous les grands
 travaux qui s'exécutent dans le
 royaume, soit pour le compte de la
 Couronne, soit pour le compte des
 Compagnies, soit même pour le compte
 des particuliers. De cette manière, les
 soldats auxquels sont ordinairement
 dévolus ces sortes de travaux, seraient
 économiquement remplacés, et l'Etat

(1) Voir ce que j'ai dit dans un précédent
 rapport, sur l'organisation administrative des
 prisons Suédoises.

n'aurait plus à supporter la double dépense de l'entretien simultané de soldats travailleurs, et de prisonniers oisifs. Pour corroborer la proposition par des chiffres, la Direction générale établit que les militaires employés par l'Etat à la construction des fortifications, des ports de guerre et autres grands travaux lui coûtaient annuellement par tête, près de trois cents rixdalers banco (600 francs) tandis que des forçats organisés, d'après le système qu'elle propose ne lui reviendraient chacun qu'à deux quarante cinq rixdalers banco, (290 francs.).

Le projet présenté par la Direction générale était trop sage, pour ne pas être pris en sérieuse considération. Indépendamment des avantages matériels qu'il promettait, le Gouvernement comprit encore tout ce qu'il renfermait d'efficacité pour l'amendement moral des détenus, dans cette organisation militaire qui en était la base et dans l'exercice en plein air des vastes et pénibles travaux qu'il prescrivait. Le Gouvernement sentit d'ailleurs qu'il ne pourrait tolérer plus long-temps dans les prisons, un encombrement qui y paralysait toute discipline, et qui en faisait une véritable école de corruption et de scandale.

Le 8 Août 1842, le Roi de Suède rendit donc une ordonnance par laquelle était créé dans le Royaume : un Corps Spécial de Travaux Forcés ou de Travaux de la Couronne : Krono-arbets-korpsen.

A cette ordonnance était joint le règlement qui en déterminait l'exécution. Je vais traduire ce règlement in extenso. C'est le meilleur moyen de faire connaître l'esprit et l'organisation de la nouvelle institution.

IV

Règlement du Corps des
Travaux forcés.Chapitre 1^{er}

Organisation — Commandement — Surveillance.

Art. 1^{er}

Le Corps des travaux forcés est composé de tous les individus parfaitement aptes au travail qui ont été condamnés aux travaux publics, soit dans les établissements de correction, soit dans le Corps des pionniers, soit dans les compagnies de Carlskrona et de Kungsholm, ou qui doivent être appliqués à cette sorte de travail.

Art. 11^{er}

§ 1. Le Corps des travaux forcés est divisé en quatre classes.

La première classe ou classe de forteresse, Fästningsklassen, comprend tous les Försvärlösa, ou individus sans moyens légaux d'existence, qui ont déjà été détenus dans une

forteresse; ou qui ont subi une condamnation infamante; ou qui ont été punis pour vol ou pour effraction dans le but de voler; ou qui ayant été arrêtés sous la prévention d'avoir commis ces crimes, n'ont pu, faute de preuves suffisantes, ni être positivement condamnés, ni être définitivement acquittés; ou qui, enfermés comme Lörsvars löse dans un des établissements cités à l'article 1^{er}, n'y ont pas appartenu, sans interruption, pendant les deux ans qui ont précédé leur réception au Corps des Travaux forcés, à la Division Petite, s'ils étaient parmi les prisonniers, ou des prisonniers sûrs (pärlitlig) s'ils étaient dans les autres lieux de détention.

Remarque. Dans les établissements correctionnels de la Suède, les prisonniers sont divisés en trois catégories: les sûrs (pärlitlig); les moins sûrs, (mindre pärlitlig); les non sûrs (opärlitlig). Les prisonniers passent d'une catégorie à l'autre suivant la manière plus ou moins régulière dont ils se comportent. Ceux qui appartiennent à la troisième catégorie ne peuvent être admis à faire des démarches pour obtenir leur grâce; ni aspirer à aucune permission de faveur.

La seconde classe du Corps des Travaux forcés ou classe inférieure de campagne, Lågre Fältkåpsen, se compose des Lörsvars löse qui ont déjà été enfermés dans un des établissements pénitentiaires cités plus haut, et qui pendant deux ans avant leur réception au Corps des Travaux forcés, y ont occupé, sans interruption, une place méritée, parmi les prisonniers Petite ou les prisonniers sûrs; - ou des Lörsvars löse que la nature des crimes dont ils ont été accusés ou pour lesquels ils ont été punis n'a pu faire ranger dans la classe de Forteresse; ou qui

etant entrés dans le Corps des Travaux forcés comme membres de la classe de forteresse, ou occupés dans cette classe, deux ans consécutifs, le rang d'élite ou de prisonniers sûrs. Les prisonniers de la seconde classe, peuvent dans certains cas où la Direction générale le trouverait nécessaire et sur la proposition du Commandant, être renvoyés dans la première classe.

La troisième classe ou classe supérieure de campagne Högre Fältklassen comprend tous les individus qui ne peuvent appartenir ni à la première, ni à la seconde classe.

La quatrième classe ou classe des Soldats, Soldatklassen, est formée des Soldats qui ayant été, suivant les lois militaires, rayés des rôles de l'armée, ont dû être incorporés parmi les pionniers pour un temps déterminé, ou employés aux Travaux publics jusqu'à l'expiration de leur enrôlement.

§ II. Les première, seconde et troisième classes ne peuvent recevoir que des individus âgés de dix huit ans, au moins, et de cinquante cinq ans au plus.

§ III. Le personnel de la première classe, doit, autant que possible, être établi dans les lieux de forteresse ou de garnison. Celui des autres classes au contraire, doit être appliqué à des Travaux exécutés en dehors des forteresses ou des garnisons.

Remarque. Nous avons vu que la durée de la détention des Soldats dans le Corps des Travaux forcés était limitée au terme de leur enrôlement. Quant aux autres forcés, le minimum de leur détention est de deux ans, le maximum de quatre ans. Cependant

Comme nous le verrons plus bas, il nous se
présentes diverses causes qui avancent l'époque
de leur mise en liberté.

Art. III.

§ I. Chaque classe du Corps des travaux forcés est
divisée en une ou plusieurs compagnies dont le
Roi détermine la force numérique. Le Roi détermine
aussi quels sont les officiers, sous-officiers et
caporaux détachés soit de l'armée de terre, soit
de la flotte, qui seront préposés au
commandement de ces compagnies; et quel
genre de troupes auront charge de les garder.
A chaque station de forçats, il y a un surnuméraire,
un médecin, un auditeur, et un réviseur.

§ II. Le forçat qui pendant un temps assez
prolongé s'est distingué par son obéissance,
son esprit solide, sa moralité, en un mot par
une conduite qui inspire toute confiance, ce
forçat est admis dans une section particulière,
dite section d'élite ou de confiance, mais sans
quitter le numéro qu'il porte dans sa compagnie.
Les privilèges attachés à la section d'élite sont:
1^o de fournir les caporaux qui doivent être
choisis parmi les forçats; 2^o d'être chargés
des emplois qui exigent de la confiance; 3^o de
tenir l'aile droite dans les revues et dans les
exercices. Un individu qui étant déjà admis
dans la section d'élite, commettrait une faute
qui lui ferait perdre la confiance de ses
chefs, serait immédiatement chassé de cette
section.

Art. IV.

La Direction générale des prisons du royaume,

est chargée de tout ce qui concerne l'administration et la mise en liberté des prisonniers, ainsi que des intérêts économiques du Corps des Travaux forcés. Elle s'entend avec les autorités locales compétentes pour la distribution des compagnies dans les forteresses, lieux de garnison, et autres; après quoi elle formule une proposition qu'elle met sous les yeux du Roi, par l'entremise du Ministère de la Justice. La Direction générale s'adresse également au Roi, quand pour transports des forçats d'un lieu à un autre, elle croit avoir besoin d'une garde militaire ou d'autres précautions extraordinaires.

Art. V

§ 1. Sous le rapport militaire, chaque Division du Corps des Travaux forcés relève du général en chef qui commande le District dans lequel elle est établie. Si cette Division se trouve dans une forteresse ou dans tout autre lieu de garnison, le Commandant local a également sur elle droit de surveillance et d'autorité, comme il les aurait sur toute autre troupe militaire qui séjournerait dans le cercle de son Commandement. Si la Division en question est dans un lieu où n'existent ni forteresse, ni garnison, le Commandant en chef appointé ou le plus ancien chef de Compagnie, qui cumule ainsi l'autorité supérieure avec son Commandement ordinaire.

§ II Le général en chef ou le Commandant prescrit dans quelles circonstances la troupe militaire préposée à la garde des forçats doit être munie de fusils chargés; et prend, en général toutes les mesures qui sont les plus propres à conserver dans la

Corps des travaux forcés, le bon ordre et la sécurité.

§ III. Si le général en chef ou le Commandant remarque qu'un militaire attaché au service des Compagnies de forçats manque des qualités nécessaires à ce genre de service, ou qu'un détachement de troupes qui n'aurait pas été prévu lors de l'organisation de telle ou telle compagnie soit devenu nécessaire; ou que la garde déjà existante doive être augmentée; ils doivent en faire leur rapport à la Direction générale. Cependant le général en chef peut organiser immédiatement la garde qui fait défaut ou toute autre troupe supplémentaire, s'il juge que cette organisation soit indispensable.

§ IV. En cas de révolte parmi les forçats, le Commandant doit, si la force militaire lui paraît nécessaire et qu'il ne puisse prendre les ordres du général en chef, requérir les régiments casernés dans le lieu les plus voisins, tout ce qu'il lui faut de troupes pour rétablir l'ordre.

Art. VI.

§ I. Tout ce que le code militaire renferme de lois, règlements et ordonnances doit être appliqué au Corps des travaux forcés, lorsqu'il ne se trouve pas en opposition avec les prescriptions spéciales du présent règlement.

§ II. Le chef immédiat de chaque compagnie, ou celui qui le remplace, est responsable de l'observation par les Compagnies des prescriptions qui leur sont communiquées; il veille à ce que les chefs, les soldats et les forçats reçoivent exactement et aux temps fixes, ce qui leur est dû; et dans le cas où il n'existe aucune disposition contraire de la part de l'autorité

Supérieure, assigner à chacun de ses subordonnés la tâche qui leur conviendra, et veiller à ce qu'ils la remplissent.

§ III. Les chefs militaires doivent exiger avec toute l'énergie et tout le zèle dont ils sont capables, et comme obligation essentielle de leur service, que les forçats remplissent jusqu'au bout les travaux aux quels ils sont appliqués; et tenir la main à ce qu'ils y observent la diligence, la soumission et l'ordre.

§ IV. Le chef de Compagnie ou le Commandant, en l'absence de toute autre autorité supérieure, ont le droit d'infliger aux condamnés en contravention, les châtimens entraînés judiciairement par les réglemens.

Art. VII.

Avant d'être envoyé au Corps des Travaux forcés, tout condamné doit prêter entre les mains du Gouverneur local ou du Directeur de l'établissement pénitentiaire où il se trouve, le Serment suivant:

" En présence de Dieu et sur les saints évangiles, Moi N... je promets exposer ma fidélité inviolable, au Roi et à la famille royale; ainsi qu'aux Statuts relatifs à l'ordre de Succession au trône d'icelui à Örebro le 26 Septembre 1810; en sorte que par tous les moyens qui seront en mon pouvoir je rechercherai le bien et l'avantage de la Majesté. Je défendrai avec mon sang et ma vie la haute puissance de même que les droits et libertés du royaume, selon la forme de gouvernement

arrêtée le 6 juin 1809 par S. M. le Roi et par les Etats, ~~ainsi que~~ les changements qu'ils y sur introduits plus tard. Je m'engage également à déceler et à faire connaître tout projet que je parviendrais à découvrir, et sous le bus serais de changer ou de supprimer les lois fondamentales du Royaume et autres que les Etats ont adoptées pour eux et la postérité; promettant de mon côté d'être fidèle et tout point aux dites lois. Et puis que je suis destiné à servir dans le Corps des travaux forcés, pendant le cours de mon service, je veux remplir et remplirai avec zèle et exactitude tout ce qui me sera prescrit; je me soumettrai aux lois militaires, aux ordonnances particulières, et à tous les réglemens qui me concerneront; je me montrerai docile et obéissant envers tous mes chefs, à quelque degré qu'ils appartiennent; je ne me séparerai ni ne m'écarterai de la Compagnie à laquelle j'aurai été attaché; oui, je serai fidèle à toutes ces promesses; et ainsi que Dieu garde mon corps et mon âme!

Ce Serment est contigné sur un registre.

Art. VIII

Si le Condamné refuse de prêter le serment ci-dessus mentionné, il doit être envoyé dans un Etablissement correctionnel pour y être appliqué aux travaux qui s'y font nécessairement.

Art. IX.

Quand un Condamné est envoyé dans une Compagnie de forçats, on doit remettre au Commandant les pièces suivantes :

- 1^o L'arrêt ou la décision par lesquels le condamné a été livré aux travaux forcés.
- 2^o Le Certificat constatant qu'il a prêté serment, ou la déclaration du contraire, s'il a refusé de le prêter.
- 3^o Le certificat de l'aumônier de l'établissement pénitentiaire d'où sort le condamné, portant la date et le lieu de sa naissance, ainsi que le lieu où il a été inscrit, en dernier, sur le rôle des contribuables.
- 4^o Le certificat du médecin constatant l'état de sa santé, et son aptitude au travail.
- 5^o Un état de l'argent, hardes et autres objets appartenant au condamné.

Tous ces divers actes sont conservés dans les bureaux de la Compagnie à laquelle le nouveau venu est attaché, sauf le certificat de l'aumônier qui est remis à son confrère du Corps des Travaux forcés.

Chapitre II^o

Des travaux auxquels sont employés les forçats, et de l'ordre qui, en certaines circonstances, doit être observé.

Art 1^{er}

§ 1. Le Corps des Travaux forcés est employé à tous les grands Travaux qui sont exécutés soit par l'Etat, soit par les Compagnies ou les particuliers. Chaque année, au mois de juillet, la Direction générale invite, par un avis inséré dans le Journal officiel et répété trois fois, les établissements industriels,

les compagnies et les particuliers qui se proposent d'occuper des forçats l'année suivante à faire connaître, dans le délai de trois mois, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} octobre, quel nombre d'individus ils proposent d'employer et quelles conditions ils font dans l'intention d'offrir pour cet engagement. Ceci étant fait, la Direction générale adresse au Roi, dans les six semaines, à dater du 1^{er} octobre, un rapport détaillé sur la manière la plus utile aux condamnés et la moins coûteuse à l'Etat, pour le Corps des Travaux forçés pourrait être distribué pendant la nouvelle année qui va s'ouvrir. Le Roi détermine ensuite le plan qui doit être adopté.

§ II. S'il n'existe aucune espèce de grands Travaux auxquels les forçats puissent être employés, soit pendant tout le temps qu'ils ont à consacrer au Travail, soit, du moins, pendant une notable partie de ce temps, la Direction générale ou les autorités qui en dépendent, doivent veiller à ce que ces grands Travaux soient régulièrement remplacés par quelque autre occupation utile.

Art. II.

§ I. Tous les dimanches et jours de fête, les forçats ainsi que leurs chefs et leur garde militaire doivent assister au Service divin. Ensuite, quatre heures, au moins, sont employées soit à instruire les forçats dans la religion, soit à leur apprendre à lire, à écrire et à calculer. Enfin, après deux heures d'exercice militaire, les forçats jouissent en repos, mais sous la surveillance de leurs chefs, du reste de la journée. Il en est de même de l'après-midi, la veille de Noël,

de Pâques, de la Pentecôte et de la Saint-Jean.

§ II. Les jours ordinaires, il est consacré d'après heures au travail, une heure à la prière et à l'instruction; sept heures au sommeil; trois heures aux repas et aux récréations; une heure à la toilette et aux petits accommodages. Les forçats qui ne pourrarent être employés d'après heures dans le travail, feront l'exercice, au moins pendant la moitié du temps qui leur restera libre.

§ III. Tous les travaux auxquels sont appliqués les forçats doivent, autant que faire se peut, être entrepris à forfait; et dans ce cas, il sera ménagé à leur profit un salaire quotidien particulier. Si les travaux ne peuvent être entrepris à forfait, ce salaire sera néanmoins stipulé, afin d'encourager ceux des forçats qui se seront distingués par leur habileté, leur esprit d'ordre et leur diligence.

§ IV. Quand le mauvais temps, l'obscurité ou toute autre cause, empêchent que les travaux et les exercices ordinaires puissent avoir lieu aux heures déterminées, les forçats doivent être employés à la confection des vêtements, chaussures, literies etc. nécessaires à la consommation du Corps. Celles doivent être aussi leurs occupations lorsque des travaux plus convenables font défaut.

§ V. En regard à ce qui a été statué précédemment et après s'être entendue avec les entrepreneurs des travaux destinés aux forçats, la Direction générale doit, pour tout ce qui concerne la surveillance des forçats travailleurs, la fixation de leur tâche journalière, leur salaire, leur manger, blanchissage, propreté, loin de

malades etc prendre toutes les mesures que nécessitent la nature des travaux, l'état des saisons et les autres circonstances propres à chaque cas particulier.

Art III.

§ I. Les chefs de Compagnie ne peuvent accorder de permissions extraordinaires, comme par exemple de passer un jour de fête ou d'autres moments libres, hors de la forteresse ou de la Station de Travail qu'à des forçats appartenant à la Section Petite. Dans le cas où les autres forçats exigeraient une permission analogue, il en serait référé à la Direction générale qui déciderait elle-même s'il y a ou non opportunité de l'accorder.

§ II. Pendant les heures de repos, il n'est pas interdit aux forçats de recevoir la visite de personnes connues, lorsque ces visites pourraient avoir lieu sous la surveillance d'un gardien. Ils ont pareillement la faculté de recevoir et d'envoyer des lettres, mais après qu'elles ont été préalablement lues par les chefs de Compagnie, lesquels, sous obligation de garder toutes celles où ils trouveraient ou soupçonneraient quelque chose d'illégitime.

Art IV.

Le chef de Travail, le facteur, l'instructeur ou tout autre individu chargé de surveiller les ateliers ou les chaumières où se trouvent les forçats jouissent au milieu de ces derniers et dans l'exercice de leur charge, des mêmes droits de protection qu'un chef militaire au milieu de

les soldats. Les surveillants sont admissibles relativement à ces droits de protection, à la garde, la sentinelle ou la patrouille.

Chapitre III^e

De l'instruction des forçats, et des soins que leur doit l'aumônier.

Art 1^{er}

Avant toute autre chose, les Commandants militaires, les aumôniers et autres fonctionnaires, attachés au Corps des Travaux Forcés, doivent consacrer leurs efforts à exciter et à entretenir dans les forçats une véritable crainte de Dieu et un profond respect pour les vérités religieuses. Dans ce but, l'aumônier célèbre le Service divin tous les dimanches et jours de fête, instruit les forçats dans la doctrine chrétienne, s'assurant par des examens publics ou particuliers du profit qu'ils retirent de ses leçons; et tâche de décourir leurs besoins intérieurs et d'y satisfaire par des conseils et des exhortations. Chaque jour avant et après le travail, prière et chant.

Art II^e

Après avoir reçu des mains du forçat qui arrive, le certificat mentionné au Chap. 1^{er} art 48, l'aumônier fait subir à ce forçat une interrogatoire détaillé sur sa vie passée. Il lui demande s'il sait lire, écrire, calculer; s'il connaît les principes de la religion, s'il a déjà

fréquence ou non la Communion. Toutes les réponses du forcat sont consignées dans un livre ad hoc appartenant à chaque Compagnie. Ce même livre reçoit encore les renseignements suivants : 1.^o Quand et dans quel lieu, le forcat est né; 2.^o quelle était l'état ou la condition de ses parents; 3.^o de quelle manière il a été élevé; 4.^o S'il a perdu ou non ses parents, en bas âge; 5.^o Quelle a été la première profession ou les premiers moyens d'existence; 6.^o quelle est la paroisse où il a été mis en prison, et dernier lieu, au rôle des Contribuables; 7.^o S'il a déjà été en prison, et combien de fois; 8.^o S'il a commis un crime, et quand, et à quelle occasion; 9.^o quelle est la conduite au Corps des Travaux forcés, et s'il s'y montre amendé ou non. Enfin, ce livre qui est tam-
per l'aumônier, au nom de la Compagnie dont il est la propriété, ce livre doit noter tout ce qui s'est passé ou le passe de remarquable dans la vie de chaque forcat.

Art. III.

Si un forcat ne sait pas lire ou s'il est dépourvu de toute instruction religieuse, l'aumônier doit non seulement, en faire son rapport à la Direction générale, mais encore, lorsque le temps consacré à l'enseignement commun ne suffit pas, prendre le forcat pendant les heures de repos, pour lui donner des leçons particulières.

Art. IV.

L'aumônier transmet chaque année par la voie du Commandant à la Direction générale

le compte rendu de l'état religieux de la Compagnie
confiée à ses sœurs.

Chapitre IV.

De l'économie et du soin des malades.

Art 1^{er}.

§ I. Les chefs et la garde militaire reçoivent
une solde déterminée par le Roi, suivant les
divisions du Corps des trawang forces, auxquelles
ils sont attachés. Dans les marches d'une station
de travail à une autre et dans les cas où ils
ont dû prêter main forte contre une révolte, ils
ont droit à une haute paye.

§ II. La solde en question est insaisissable, si ce
n'est à la suite d'un jugement qui condamne des
officiers ou des soldats négligents, à des
dommages-intérêts envers le Corps des trawang
forces.

§ III. Les directions d'équipement militaire,
recevant de la Direction générale des prisons,
sur leur réquisition, un dédouanement pécuniaire
pour les dommages qu'ont eu à souffrir les
vêtements des soldats.

§ IV. Les munitions nécessaires à l'entretien
des troupes préposées à la garde des forçats sont
prises dans les magasins de la Couronne.

Art II.

§ I. Les forçats sont soumis, pour tout ce qui
touche à leur nourriture et à leur entretien
aux règlements ordinaires des prisons. Cependant,
rien n'empêche, la Direction générale de le

médecin et aux entendus, de changer suivant les localités une denrée de consommation contre une autre denrée, lorsque ni les intérêts de la Couronne, ni la santé du forçat ne doivent en souffrir.

§ II Les aliments destinés aux forçats doivent être préparés avec des matières propres et saines, et par des cuisiniers établis à cet effet, dans les compagnies; ils doivent être distribués régulièrement et suivant le poids ou la mesure prescrite. L'officier de jour est chargé de veiller rigoureusement à ce que cet article du règlement soit observé; il en est responsable de toute contravention qui pourrait y être faite.

§ III. Le forçat qui est en possession de quelques épargnes, peut se procurer au même prix que les païs la Couronne, une livre de pain et une bouteille de boisson, au plus, par jour, en dehors de ce qui lui est fourni par le Corps. Toute autre boisson ou nourriture que celles fixées par les règlements, est interdite aux forçats.

§ IV. Les forçats qui ont l'habitude de fumer ou de priser, peuvent obtenir du chef de leur compagnie la permission d'employer à acheter du tabac une partie de leurs épargnes. L'eau de vie et autres liqueurs fortes leur sont formellement interdites, à moins que le médecin n'en ait ordonné l'usage, comme remède. Lorsque la saison est trop rigoureuse et les travaux très pénibles, les chefs de Compagnies sont autorisés à ajouter au régime habituel des forçats des rations extraordinaires.

§ V. Les forçats habitants des casernes ou des baraquements appartenant à l'Etat; mais pendant l'été, si la nature des travaux auxquels ils sont employés le permet, ils peuvent être logés temporairement sous des tentes ou des hangars construits

par l'entrepreneur au service duquel ils se trouvent enrôlés.

§ VI. Le mode d'habillement des forçats, de leur coucher, chauffage et éclairage est réglé par le Roi.

§ VII. Dès qu'un prisonnier a reçu l'habillement qui lui était destiné, il ne lui est plus permis de se servir de celui des autres tant qu'il reste dans la compagnie.

§ VIII. Chaque forçat est obligé de raccommoder ses vêtements et de les entretenir en bon état de service. Si par suite de quelque accident, ces vêtements se trouvent tellement endommagés qu'ils ne puissent plus servir, l'administration les remplace, et en tient note dans un journal spécial.

§ IX. Les armes et autres objets nécessaires aux forçats, pour l'exercice, sont pris dans les magasins de la Couronne, suivant l'ordre qui en est réglé par le Roi.

§ X. Les outils et autres instruments sont fournis par les Compagnies, d'après les prescriptions de la Direction générale, pour les travaux que les forçats exécutent pour le compte de l'Etat. Quant à ceux qu'ils exécutent pour le compte d'entrepreneurs particuliers, ils reçoivent les outils et autres instruments, de ces entrepreneurs eux-mêmes.

§ XI. Quand les forçats ne peuvent être transportés, d'un lieu à un autre par mer, il est établi des convois spéciaux pour les habits, linge etc appartenant aux Compagnies et conservés dans leurs magasins.

N.B. Les forçats vont à pied, et marchent par étapes, à la façon des militaires, pour ils suivent ici, comme en toute autre circonstance

les loix et les usages.

Art. III.

Lorsqu'il y a impossibilité de soigner les forçats malades dans l'infirmerie de la garnison ou dans le lazaret voisins de leur Station, on doit établir dans cette Station, une infirmerie particulière, en y comptant un lit par dix hommes. Une fois par mois ou plus souvent si les circonstances l'exigent, le médecin fait une visite détaillée des prisonniers pour s'assurer qu'aucun d'eux n'est affecté du mal vénérien. La même visite a lieu, lorsqu'une Compagnie se met en mouvement pour changer de Station.

Art. IV.

§ I. Les Chefs de Compagnie doivent, chaque année, avant le 1^{er} Septembre, présenter par l'entremise du Commandant à la Direction générale leur projet de réquisition pour tout ce qui concerne : la solde des chefs et de la garde militaire, l'entretien des condamnés, l'habillement et les effets nécessaires aux malades, le bois, la lumière, les dépenses extraordinaires etc. Sur quoi, la Direction générale ayant préalablement statué, présente dans les deux mois, c'est-à-dire au 1^{er} novembre, son rapport au Roi, qui l'examine et l'approuve.

§ II. Dans le projet de réquisition doit être compris un état de tous les objets appartenant à chaque Compagnie, et des frais qu'entraîneront les réparations de ceux qui sont endommagés. Cet état doit être dressé en présence d'un ouvrier intelligent et probe, et d'un membre du Corps

municipal, si l'opération se fait dans une ville, et de l'autorité rurale si elle a lieu à la campagne. Au port de Carlsthona et à Helsingfors l'état en question se ~~de~~ conforme aux règlements de la marine.

Art. V.

§ 1. D'après les Statuts adoptés par le Roi, la Direction générale doit s'occuper efficacement de l'entretien, de l'habillement etc. des forçats; elle paie, chaque mois, d'avance, contre la quittance des chefs de compagnie, la solde des militaires affectés à la garde des forçats ainsi que les devis des dépenses extraordinaires.

§ II. L'acquisition des aliments, vêtements, bois de chauffage, luminaires, et autres matériaux à l'usage du Corps des travaux forcés se fait par adjudication et à l'enchère, en présence de la Direction générale et des autorités des lieux où les Compagnies sont établies.

§ III. Toutes précautions doivent être prises pour que cette adjudication ait lieu dans les conditions de moralité et d'économie qu'exigent la santé des forçats et le trésor public. Aucun des chefs militaires ni des autres employés du Corps des travaux forcés ne peut se rendre adjudicataire de quelque fourniture que ce soit destinée à ce Corps.

Chapitre V.

Des rôles, comptes et autres documents concernant les forçats.

Art 1^{er}

Il doit avoir immédiatement sous la main tous les renseignements possibles sur les forçats, chaque Compagnie doit tenir l'après le formulaire déterminé par la Direction générale:

- 1^o Un registre-touche;
- 2^o Un journal comprenant tous les faits importants qui arrivent dans la Compagnie, comme l'entrée ou la sortie des forçats, les maladies, les obstacles au travail, les plaintes contre les forçats, leurs délits disciplinaires et autres, leurs tentatives d'évasion, les visites des étrangers, les inspections etc.
- 3^o Un journal des peines et châtiments;
- 4^o Un journal renfermant les ordres et prescriptions des différents chefs;
- 5^o Un journal de rapports;
- 6^o Un journal des lettres et autres dépêches envoyées ou reçues;
- 7^o Une copie des pièces officielles émanant des chefs d'emploi;
- 8^o La minute des réquisitions, seris, comptes etc. auxquels on doit joindre l'ensemble du Corps, soit les travaux exécutés par les forçats;
- 9^o Minute de notes concernant les forçats qui ont été envoyées au Ministère de la Justice;
- 10^o Un inventaire complet de tous ce qui appartient à chaque Compagnie, comme vêtements, effets nécessaires aux malades, couchers, livres etc..

Art II

A la fin de chaque mois, les Compagnies de forçats envoient à la Direction générale: 1^o un rapport sur le nombre des forçats, les entrées, les sorties qui ont eu lieu dans chaque Compagnie;

les malades; les peines infligées; et en général sur tout ce qui s'est passé de remarquable durant le mois, dans chaque Compagnie; 2.^o un second rapport sur les travaux exécutés; 3.^o Le décompte avec les forçats; 4.^o la révision sommaire des revenus et des dépenses, faite par le réviseur et approuvée par les chefs de Compagnie; 5.^o la copie des réquisitions pour la solde des militaires etc.

Art III.

À chaque trimestre, le réviseur doit envoyer à la Direction générale, le compte établi entre elle et l'entrepreneur pour lequel les forçats travaillent. Ce compte doit être approuvé par les chefs de Compagnie et les chefs ou présidents de travaux; la Direction en prend connaissance et arête à ce qu'il soit liquidé comme il convient.

Art IV.

Chaque année, le 1.^{er} Mars, au plus tard, les chefs de Compagnie transmettent à la Direction générale un compte rendu annuel signé par le réviseur et approuvé par eux. Ce compte rendu porte: 1.^o sur l'actif et le passif de chaque Compagnie relativement à la consommation des vivres, habits etc; 2.^o sur les ressources personnelles aux forçats; 3.^o sur la Caisse d'épargne affectée à chaque Compagnie.

Remarque. Le chapitre concernant les ressources personnelles des forçats doit être

dispose de telle sorte qu'on puisse voir dans chaque colonne la réserve appartenant à chaque individu depuis son entrée au Corps des Trarany Forcés; les gains particuliers qu'il a faits dans le cours de l'année; les routes, les revenus qui peuvent lui être arrivés accidentellement; l'Etat Comptes et l'état de l'actif ou du passif de chaque Forcé, à la fin de l'année.

Art V.

Toutes les pièces adressées aux employés et autorités attachées au Corps des Trarany Forcés, leur parviennent par la voie du Commandant, lequel jouit de la franchise pour toute la correspondance relative à son service.

Chapitre VI

Des Inspections et des Nervures.

Art 1^{er}

V. nous. voyez 71

§ 1^{er} Les chefs de Compagnie ou ceux qui les remplacent, doivent chaque jour et à des moments indéterminés visiter les dortoirs, les ateliers, les Stations de Travail, afin de se convaincre par eux mêmes si tout s'y passe d'une manière conforme aux règlements. En outre, chaque dimanche avant le service divin, et après ce service, les chefs de Compagnie font rassembler les forcats et examinent avec soin dans quel état se trouvent leurs habits et autres objets de eux appartenant. Ils s'informent si les ordres

particuliers données par eux ont été exécutés; en
ils s'occuperont les réclamations ou les plaintes que
les forçats croiraient devoir faire.

§ II. Les compagnies de forçats qui sont établies
dans un lieu de garnison doivent une fois chaque
mois être passées en revue par le Commandant
de cette garnison.

Art. II.

§ I. Lors du voyage d'inspection que le Chef ou
l'un des membres de la Direction générale,
entreprendent chaque année à travers les
établissements pénitentiaires du Royaume, ils
passent aussi en revue les compagnies de
forçats qu'ils visitent.

§ II. Dès que l'autorité qui doit passer en
revue une compagnie de forçats est arrivée au
lieu où est établie cette compagnie, elle
désigne le jour et l'heure auxquels cette revue
sera faite. L'autorité entre alors dans les
plus grands détails sur tout ce qui tient à
l'organisation et aux fonctions du Corps des
Travailleurs forcés. Ainsi, dans la revue en question,
l'autorité se livre aux opérations suivantes: 1.^o Examen
des rôles, comptes, journaux, registres etc. de
compagnies; 2.^o appel nominal des forçats, après
lequel il est pris connaissance de la conduite
de chacun, du livret qui renferme l'état de
des Travailleurs, livret que l'autorité signe lorsque le
forçat auquel il appartient n'a aucune réclamation
à faire au sujet de son contenu; 3.^o Examen des
réclamations ou des plaintes portées par les forçats;
prise en considération immédiate de celles qui
paraissent légitimes, ajournement pour celles qui
exigent un examen ultérieur; 4.^o Informations

en présence de l'aumônier, sur l'état moral des Compagnies, l'instruction des forçats etc.; 5.^o Inspection des chambres et logements des forçats, dans le but de s'assurer qu'ils sont aérés, sains et propres; 6.^o Visite de l'imprimerie et informations, en présence du médecin, sur l'état sanitaire et hygiénique des forçats; 7.^o Inspection des habillements et autres effets à l'usage actuel des forçats ou en réserve dans les magasins des Compagnies; 8.^o Informations auprès du chef ou inspecteur de travail, sur la manière dont les forçats remplissent la tâche qui leur est confiée; 9.^o Lecture du rapport des chefs de Compagnies sur les faits les plus remarquables qui se sont produits dans le corps des travaux forcés, durant l'année qui vient de s'écouler, et sur le nombre des forçats qui y ont été reçus, ou qui en sont sortis; 10.^o Consultation avec les chefs de Compagnie et les aumôniers sur ceux des forçats qui auraient mérité de passer dans la section d'honneur ou de confiance, et proclamation, en présence de tous les forçats réunis des individus auxquels cette distinction est accordée.

§ III. Avant son départ, l'autorité qui a passé la revue des forçats, signe et remet aux chefs de Compagnie les notes et autres pièces qui doivent être conservées dans leurs bureaux.

§ IV. Chaque revue étant terminée, la Direction générale en fait le sujet d'un rapport qu'elle adresse au Roi.

§ V. Si un forçat a quelque plainte à faire au sujet d'une résolution prise, ou d'un acte accompli par un chef de Compagnie, et qu'il n'ait pas présenté cette plainte lors de la

Arrivée, il doit la mettre par écrit; et dans ce cas le chef de Compagnie est obligé de l'envoyer sans délai au Commandant ou à la Direction générale, suivant la nature du cas sur lequel porte la plainte. Lorsque le plaignant ne sait pas écrire on doit lui donner quelqu'un qui puisse rédiger sa réclamation à sa place.

Chapitre VII.

De l'entrée et de la Sortie des Forcés.

Art. 1^{er}

Si un forcé en pris en flagrant délit d'un crime qui dénote dans son auteur un naturel tellement sauvage, ou une astuce et une puissance de corruption tellement profondes, que son séjour dans le Corps des Travaux forcés, en compromettrait gravement l'ordre et la sécurité, la Direction générale arête à en éloigner ce forcé pour le placer dans un établissement correctionnel. Il occupera dans cet établissement, autant que possible, une chambre séparée, et y restera pendant un temps plus ou moins long, sans toutefois que ce temps puisse excéder celui de sa condamnation aux Travaux forcés.

Art. II.

Le Commandant militaire doit, dans la distribution des Travaux aux Forcés, le préoccuper

vivement de leur aveu. En conséquence, il ne les appliquera, autant que faire se pourra, qu'à des métiers utiles, ou à un service régulier, qui puissent les mettre en état, après leur sortie du Corps, de vivre légalement comme ouvriers, ou comme domestiques.

Art III.

§ I. S'il survient dans la condition des forçats appartenant aux trois premières classes, durant le cours de leur détention, de tels changements qu'ils ne doivent plus être considérés, comme Förvarslösa, c'est-à-dire, comme dépourvus de moyens légaux d'existence, ils peuvent être mis en liberté.

§ II. La même disposition peut être prise en faveur du forçat de l'une des trois premières classes, qui est parvenu à bien apprendre un métier, et qui par son zèle et son esprit d'ordre a économisé sur son salaire quotidien une somme de 99 Riksdalers 16 Skillingar banco, (c'est-à-dire, 67 francs); lorsqu'à ces deux titres, il y joint encore le témoignage du chef de la Compagnie et de l'aumônier constatant que pendant six mois, au moins, il a mené une conduite exemplaire, et propre à mériter toute confiance.

§ III. Un forçat qui est arrivé au terme fixe pour sa détention, peut être rendu à la liberté, lors même qu'il ne le présenterait pas immédiatement pour lui des moyens légaux d'existence. Cependant, pour ceux qui auraient été condamnés à être détenus indéfiniment dans un établissement correctionnel, et qui de là auraient passé, pour un temps déterminé, dans

le Corps des travaux forcés, il faut user d'une plus grande prudence, et prendre un moyen terme pour leur libération.

§ IV. Les compagnies établies à Carlsthrona ou à Kungsholm, suivent dans la question de libération des forçats, les mêmes lois que les établissements correctionnels en général.

Art IV

Si un forçat tombe malade ou se blesse si gravement qu'il ne puisse plus travailler, la compagnie dont il est membre en fait son rapport à la Direction générale qui envoie le forçat, dans la paroisse à laquelle il appartient, et à la charge de laquelle il reste désormais. Si cette paroisse manque de ressources pour prendre soin du forçat qu'on lui envoie, et si aucun particulier ne se présente pour le suppléer, il en est fait rapport au Roi, qui, les faits étant constatés, donne l'ordre de placer le forçat malade dans un hôpital ou dans tout autre établissement d'assistance publique.

Art V

Lorsque dans l'acte du travail, un forçat s'est blessé si gravement, qu'il ne puisse plus pourvoir lui-même à ses besoins, des secours lui sont administrés soit par l'Etat s'il s'est blessé en travaillant pour l'Etat, soit par les compagnies ou les particuliers s'il s'est blessé, en travaillant pour les compagnies ou les particuliers.

Art VI.

§1. De l'argent qui appartient au forçat, lors qu'il rente en liberté, une partie est consacrée à payer son habillement et les frais de route jusqu'au lieu de sa destination. Le reste est en envoi au gouverneur de la province où le rend le forçat, pour être remis par lui à qui de droit.

§II. On rend au forçat contre quittance les hardes qu'il avait apportées avec lui, à son arrivée dans le corps; et s'il n'a rien apporté, si même il n'a pas assez gagné pendant sa détention, pour le donner les vêtements et la linge nécessaires, on les lui fournit des magasins ou gardes-muebles communs.

Art VII.

Si le forçat change de compagnie ou s'il est envoyé dans un établissement correctionnel ou dans une prison, le chef de la compagnie qu'il quitte remet contre quittance à qui de droit tout les objets qui appartiennent à ce forçat, de même que tous les documents qui le concernent.

Chapitre VIII.

Dispositions particulières.

Art 1^{er}.

Il doit être lu, deux fois par an, à l'issue du service divin, par le Commandant, et en



en présence de tous les Forcats réunis un
extraits des constitutions, réglemens, ordonnances,
concernant le Corps des Forcats Forcés et les
Devoirs des Forcats. En outre ces extraits doi-
vent être affichés dans l'intérieur des logemens,
ainsi que les autres pièces suivantes : 1.^o l'ordre
du jour; 2.^o l'ordre des repas; 3.^o le règlement
particulier des Forcats.

Art. II.

§ I. Le Forcat ne peut disposer lui-même
de son argent. A son entrée dans le Corps, on
lui remet un livret, dans lequel sont
consignées l'abond des sommes qu'il apporte,
et qui restent entre les mains des chefs, ensuite
et successivement les sommes qui lui arrivent
soit par des particuliers, soit comme
salaire de ses travaux, soit par d'autres
voies. Le livret porte aussi les dépenses que
fait le Forcat sur les fonds personnels, avec
l'autorisation des chefs.

§ II. Les économies des Forcats doivent être
placées par les soins des chefs de Compagnie
dans une caisse d'épargne, et si cela est
impossible, de la manière que le prescrira la
Direction générale.

§ III. Dans tous les cas, tout ce qui appartient
aux Forcats en garde et traité avec le plus
grand soin, jusqu'à leur mise en liberté; à
moins qu'il ne veuillent eux-mêmes le séparer
de leurs propres effets, pour en placer la valeur
soit dans une caisse d'épargne, soit dans
tout autre établissement de crédit portant
intérêt.

Art III.

Les économies que font les forçats sur leur salaire servent, s'il y a lieu, à payer les réparations nécessaires par les dégâts qu'ils ont commis par préméditation et par violence dans les logements, les préaux, leurs habits, outils etc. Mais, ces économies ne peuvent jamais être employées à solder les dettes contractées par les forçats,

Art IV.

§ I. Auprès de chaque Compagnie est constituée une caisse d'épargne où sont placés 1°. Les dons ou gratifications accordés à la Compagnie, lorsque le donateur n'y fixe aucune destination précise; ou quelle en soit la nature à ne pouvoir être autorisée par les chefs de service. 2°. L'argent et le produit des effets ayant appartenu aux forçats évadés, qu'on n'a pu reprendre; 3°. Les sommes mises en séquestre lors de l'inspection, sans que leur propriétaire reste inconnu.

§ II. Toutes ces différentes sommes, faisant partie de la Caisse d'épargne de chaque Compagnie doivent être placées, par les soins de la Direction générale et des chefs de Compagnie, dans une banque, ou une Caisse quelconque portant intérêt. Cet intérêt est ensuite employé à récompenser ceux des forçats dont la conduite a été digne d'éloge; et à soulever ceux d'autant qui à leur sortie du Corps, emportent avec eux un certificat de moralité et de diligence dans le travail.

Installation du Corps des travaux forcés,
Stations diverses, Résultats.

Quand le règlement que je viens de traduire eut été promulgué, et que la Direction générale des prisons eut commencé à le mettre en application, elle éprouva les plus grandes difficultés à diviser les forçats d'après les quatre classes spécifiées au chapitre 1^{er}. Elle l'adressa donc au Ministre de la justice, qui obtint du Roi une modification, en vertu de laquelle le Corps des travaux forcés ne formerait désormais que deux classes: la classe de forteresse, et la classe de soldat. Cette modification entraînerait un grave inconvénient, celui du mélange des forçats; les försvarslöse criminels, et les försvarslöse non criminels seraient confondus. Mais on ne crut pas devoir trop s'arrêter à cette considération. Le mélange existait déjà dans les prisons provinciales; il n'y avait donc pas grand risque à le souffrir encore, dans une institution, où par l'effet d'une organisation mieux combinée, et d'une meilleure discipline, il devrait offrir moins de danger. Du reste cet inconvénient ne fut pas long-temps à disparaître; la loi des försvarslöse qui parut en 1846, et dont j'ai fait mention plus haut le supprima tout-à-fait.

Quand toutes les dispositions matérielles indispensables, comme constructions de Casernes, de baraquements etc furent prises, on commença l'installation du Corps des travaux forcés par les soldats rayés des rôles qui faisaient, avant la nouvelle

organisation, partie du Corps des pionniers. On en forma une compagnie de 128 hommes qui, au mois de Mars 1849, quitta Carlsborg, pour le rendre, ainsi que les chefs, à Grollhätta, où elle devait être appliquée aux travaux du nouveau Canal, qu'une compagnie particulière y faisait construire. Les soldats qui restaient encore à Carlsborg, furent formés deux sections de 40 hommes, chacune. L'une fut envoyée à Gefle, l'autre à Låblum, pour y travailler à la construction des prisons cellulaires.

Quant aux condamnés civils qui se trouvaient également, à cette époque, à Carlsborg, on en détacha d'abord 60, que l'on fit partir pour Linköping, où, de même que les soldats de Gefle et de Låblum, ils trouveront à s'occuper à la construction des prisons cellulaires. On composa ensuite, des autres condamnés civils, tant försvärlöse criminels, que försvärlöse simples, trois compagnies de 200 hommes chacune, qui continuèrent de résider à Carlsborg et s'y être employés aux travaux de la forteresse.

Enfin quand les vieillards et autres infirmes qui se trouvaient à Carlskrona et à Helsingholm, eurent été envoyés à l'établissement correctionnel de Malmö, pour faire place à un personnel de försvärlöse jeunes et valides venus d'autres prisons provinciales, on établit à Carlskrona deux compagnies de 128 hommes, et à Helsingholm deux compagnies de 100 hommes, qui furent placés et casernés à Brindö, près de Waxholm, pour y être appliqués aux travaux de la forteresse.

Ainsi, donc, l'organisation du Corps des

travaux forcés était complètement terminée dès la fin de l'année 1844. Les diverses compagnies qui le composaient prirent leur titre et leur rang d'après l'époque de leur formation. Et ainsi, la compagnie des soldats fut appelée 1^{re} Compagnie; celles de Carlsborg 2^e 3^e et 4^e compagnies; celles de Carlskrona 5^e et 6^e; Kungsholm 7^e et 8^e; enfin, de Nindö 9^e et 10^e. Quant aux deux sections qui avaient été envoyées à Gefle et à Låblun, elles furent peu à peu introduites dans la compagnie des soldats; et leur personnel remplacé par des individus de la classe de forteresse. Maintenant, ces deux sections ainsi que le détachement de Luthöping font partie sous partie des compagnies de Nindö et de Carlsborg. Nous avons vu, en effet, qu'elles n'avaient été envoyées dans ces localités que pour y aider à la construction des prisons cellulaires. Or, ces prisons sont actuellement entièrement achevées. Les compagnies établies à Kungsholm sont arrivées peu-à-peu à un tel degré d'affaiblissement, que l'une d'entre elles la 7^e du nombre général a dû être incorporée dans la 8^e. Même fait à signaler pour Carlskrona où la 5^e compagnie a été fondue dans la 6^e.

Les travaux du Canal de Grollhätta étant terminés, la première compagnie, c'est-à-dire la compagnie de soldats qui avait été attachée à ces travaux, passa au Canal de Strömholm dont une compagnie particulière avait également entrepris la construction. Il est à remarquer que cette première compagnie est la seule qui travaille pour le compte des compagnies ou des particuliers; les autres

Compagnies ne sont appliquées qu'aux travaux de fortification.

Les chefs militaires prient à la conduite des compagnies de forçats, sont choisis de préférence parmi les officiers les plus aptes à diriger les travaux. Dans l'origine de l'institution, ces sortes de places étaient demandées au Roi par requête écrite; maintenant, la direction générale a seul le droit de présentation.

L'établissement du Corps des travaux forçés a produit d'excellents résultats. Tout d'abord, ils le font faire toutes principalement dans la première compagnie. C'est à elle qu'on doit les routes considérables de Carlshorg à Grollhätta et de Grollhätta à Strömholm. Cette compagnie s'est distinguée en outre, par une conduite digne d'éloges. Je ferai remarquer ici que la première compagnie composée toute entière de soldats ayant appartenu à l'armée n'est point soumise à la surveillance d'une garde militaire. Cette garde n'est affectée qu'à la classe de forçés.

Un fait qui a fixé l'attention, dès la seconde année du Corps des travaux forçés, c'est la rareté des punitions méritées par les forçats. En 1844, on n'en a compté qu'une sur quatre; en 1846, on n'en comptait déjà plus qu'une sur sept; depuis, ce nombre a toujours été décroissant. Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que l'on comprend ici jusqu'aux punitions encourues pour ces légères fautes ou manquements qui proviennent plutôt de la non habitude de la discipline militaire que de la méchanceté ou de la violence. Il faut aussi tenir compte de la

Composition même du Corps des Warang
forés. Des soldats rayés des rôles de l'armée
pour cause d'inconduite, des repris de justice
qui n'ont pu trouver aucun abri légal, des
vagabonds de toute sorte, voilà certes un
personnel vis-à-vis duquel on ne saurait
vraiment se montrer exigeant. Ajoutez, encore,
à cela qu'à l'époque de l'inauguration du
Corps des Warang forés, la plupart des
individus qui y étaient introduits sortaient
de prisons provinciales où la discipline
était presque impossible, et où ils avaient
pris, à leur gré, toute la science du
crime et du vice. La prompte amélioration
qui se manifesta dans leur conduite
témoignait bien de l'efficacité, pour
l'amendement moral des délinquants, des
grands travaux accomplis en plein air,
et de l'influence décisive d'une organisation
toute militaire. Je comprends maintenant
que la Suède soit fière de son institution,
des Warang forés, et qu'il s'y trouve
des gens qui la préfèrent à toutes les
prisons et à toutes les cellules du monde.

Un autre signe qui parle en faveur
du Corps des Warang forés, c'est la
diminution progressive de son personnel. En
1844, il s'élevait à 1896; en 1848 il descendait
à 1801; en 1846 à 1248; en 1849, à
1247. Encore faut-il considérer que
parmi ce personnel se trouve un nombre
assez considérable de volontaires. En effet,
comme il paraissait excessivement difficile
surtout en 1848, vu la mauvaise récolte, que
les condamnés libérés trouvassent
immédiatement, à leur sortie du Corps, des

moyens d'existence légale, le Roi les autorisa,
 sur la proposition de la Direction générale, à
 rentrer dans le Corps à titre de volontaires
Privillège. Le nombre des ces volontaires qui
 s'élevait en 1848 à 88, monta l'année suivante
 à 161; en 1849, il était de 243. Il ne faut pas
 s'étonner de cet accroissement des volontaires
 dans le Corps des Travaux forcés, ni surtout
 en inférer que le régime en vigueur dans ce
 Corps soit defectueux. D'abord, la plupart
 des volontaires ne reprennent leur rang
 parmi les forçats que pour se soustraire aux
 mains de la police ou des gouverneurs
 provinciaux, et par suite échapper à une détention
 plus ou moins prolongée dans un établissement
 correctionnel. Ensuite, ils savent l'avance
 qu'une fois rentrés dans le Corps, ils y trouveront
 la même rigueur de discipline, la même
 exactitude dans les travaux qu'ils y avaient
 éprouvés avant leur sortie. Tous au plus
 peuvent ils espérer, si leur conduite est louable,
 et leur bonne volonté véritable, n'y voir
 exemptés de quelques petites charges de
 confiance, qui, au lieu de flatter leur paresse
 ne pourraient au contraire que la décourager.
 La faculté accordée par le Roi aux forçats
 libérés de rentrer, d'eux-mêmes, dans le Corps des
 Travaux forcés ne peut donc, sous quelque
 rapport qu'on l'envisage, que mériter toute
 approbation. Par là, en effet, la Société n'a
 point à souffrir de la présence de ces malheureux
 qui n'ayant point assez de force de caractère pour
 lutter contre les obstacles, y usqu'à ce qu'ils aient
 réussi à se faire une position légale, finissent
 presque toujours par perdre courage et par
 redemander l'asile au crime des moyens

l'existence que la moralité et l'honneur sembleraient avoir refusés.

Indépendamment des bons résultats que je viens de signaler, le Corps des Travaux forcés a encore réagi efficacement contre le vagabondage des försvärlöse en général. Ainsi, tandis que de 1835 à 1840, le nombre des försvärlöse mis en prison croît de 88 %, de 1840 à 1848, il ne croît que de 20 %. Puis, à dater de cette époque, il diminue tellement qu'en 1848, formant un effectif de 6,828, il tombe en 1849 à 5,089. La progression descendante continue toujours, en sorte qu'en 1849, la somme de tous les försvärlöse détenus n'est que de 9,355. Il faut dire aussi que dans cet intervalle la nouvelle loi des försvärlöse avait déjà eu le temps de produire son effet, et de soutenir ainsi l'action indirecte du Corps des Travaux forcés.

De 1849, époque de l'organisation de ce Corps à 1848, il n'est pas sorti de ses diverses Stations, moins de 1848 försvärlöse auxquels il faut joindre en outre 389 soldats, ce qui donne une somme totale de försvärlöse ou de soldats libérés, de 1904. Non facile d'apprécier par là combien la création du Corps des Travaux forcés a été avantageuse à la Suède. Car d'un côté, la plupart des individus que je viens de mentionner, fussent restés enfermés dans les prisons ou les établissements correctionnels, se corrompant de plus en plus au contact des grands criminels, sous la disposition de, localités les empêchant d'être séparés; de l'autre, ces individus restant à la charge de la Direction générale des prisons, eussent pesé d'autant sur leur budget.

Si maintenant nous examinons quelle a été la proportion des récidives en égard au nombre de forçats libérés, nous trouvons que là aussi, le Corps des Warang forcé a exercé une salutaire influence. Voici les faits: Sur les 1907 forçats libérés que j'ai cités précédemment, 202 ont été renvoyés de nouveau en prison, comme Loisvarstole; 190, comme vagabonds purs, et 109, comme coupables de nouveaux crimes. Si donc laissant de côté les 202 Loisvarstole, qui d'après les lois suédoises ne peuvent être considérés comme récidivistes proprement dits, on aura à ranger sous ce titre un nombre de 293, c'est-à-dire un peu plus du 1/4 du nombre total des forçats libérés. Assurément, aucun autre établissement pénitentiaire du royaume n'a jamais donné et ne donnera probablement jamais un résultat comparativement aussi avantageux.

Relativement aux individus emprisonnés comme Loisvarstole, il faut se rappeler que les gouverneurs locaux déploient à cet égard une inébranlable rigueur. Un forçat libéré rencontré par leurs agents, sans moyen d'existence, ligé, bien qu'innocent et désireux de trouver à se placer, est arrêté sans merci. Cette considération doit donc mitiger de beaucoup les inductions que le nombre des Loisvarstole mis en prison, pourrait inspirer contre la moralité de la Suède.

De reste, les individus qui sortent du Corps des Warang forcé, trouvent en général, un accueil assez favorable dans la population. On sait que l'ordre et la discipline sévère auxquels ils ont été soumis

our dû les préparer énergiquement à une vie laborieuse morale. Aussi, les maîtres et les patrons ont-ils plus de confiance en eux que dans les correctionnistes, par exemple, car, ils redoutent dans ces derniers des effets de l'indoccupation à laquelle ils sont quelquefois abandonnés, sans y supplées, comme les forçats, par le mâle exercice des armes.

Je dirai maintenant un mot de la nourriture et de l'habillement des forçats. Comme ils sont ordinairement appliqués à des travaux fort rudes, les aliments qui leur sont distribués sont plus copieux et plus substantiels, que ceux, par exemple, que l'on sert aux détenus des prisons ordinaires. Voici comment sont traités les forçats casernés à Vindö et travaillant à la forteresse de Waxholm. Chaque individu reçoit d'abord pour toute la journée 980 grammes de pain (le pain est moitié seigle, moitié orge), et 11 grammes de sel. Ensuite, pour le déjeuner 80 grammes de harengs; pour le souper 160 grammes de farine de seigle dont on fait une bouillie, et $\frac{1}{4}$ de litre de lait caillé que l'on mêle à cette bouillie - Sous le dîner - le dimanche, 80 grammes de cochon salé, $\frac{1}{2}$ litre de pois, 9 grammes de farine d'orge - le lundi et le jeudi - 160 grammes de viande fraîche; une mesure de pommes de terre, 40 grammes de farine d'orge. - le mardi et le vendredi, 160 grammes de viande salée, 1 litre de chou aigres, - le mercredi et le samedi, 160 grammes de viande salée, une mesure de pommes de terre, 92 grammes de gruau d'orge, 19 grammes de farine d'orge.

Le gruau et la farine d'orge servent à

à faire la soupe. Cet aliment est fort en usage dans le nord. Quant au lait caillé et aux choux aigres on les regarde comme de puissants antidotes, contre le scorbut, maladie que l'on sait être très fréquente en Suède et en général dans toutes les régions hyperboréennes.

Les forçats sont vêtus à peu près comme les autres prisonniers du royaume, si ce n'est toutefois que les habits qu'ils portent sont plus étoffés et plus solides. En outre, les forçats ont une espèce de petit uniforme consistant en une veste ronde de vadmél gris, surmontée d'un collier bleu pour la première Compagnie, ornée d'un galon rouge sur l'épaule pour la section d'élite ou de confiance.

VI.

Etat Sanitaire et religieux du Corps des travaux forcés.

L'état sanitaire du Corps des Travaux forcés est en général satisfaisant. On comprend, en effet, qu'une vie passée en plein air, et au milieu de rudes travaux, soit éminemment propre à entretenir les forces physiques et à combattre les influences qui engendrent les maladies. Les cas qui se présentent le plus ordinairement, et il ne peut en être autrement dans un corps appliqué aux travaux que je viens de dire, ce sont les blessures. On en comptait en 1849, 418; puis viennent les fièvres au nombre de 518; affections pulmonaires et maladies de poitrine 107; scorbut 74; rhumes et catarrhes 198; diarrhées 159. En

tout, 1,888 cas de maladies sur 1247 forcats,
 et 72 morts. Ces chiffres le soutiennent chaque
 année, en moyenne, surtout celui des morts; car
 il arrive parfois qu'une invasion du scorbut,
 par exemple, dans forme sous-arienne toute
 une station de forcats en hôpital. J'ai déjà
 signalé ce fait dans un précédent rapport.
 J'ai exposé également dans mon rapport sur
 l'influence de la religion dans les prisons de
 Suède, ce qu'il y a à dire touchant l'état
 religieux du Corps des travaux forcés. En voici
 le résumé en quelques mots: Instruction
 religieuse, bonne chez 178 forcats; interchangeable
 chez 1,042; médiocre chez 499; nulle chez 46.
 Il est entendu que cette statistique s'applique
 à l'année 1849. La religion et l'enseignement,
 l'enseignement de la lecture, du moulin, se
 confondent en Suède dans les devoirs du
 prêtre ou de l'aumônier. Parmi les forcats,
 l'aumônier du Corps en a reçu 98 qui ne
 savaient pas lire et a appris à lire à
 29; il a d'un autre côté préparé vingt quatre
 forcats à la première communion, et en a
 admis à la sainte table 1846. Je ne
 parle ici ni des prières entreprises, ni des
 instructions religieuses publiques, ni de
 la célébration du service divin. Tous
 ces exercices étant de l'essence de la
 religion ont leurs jours et leurs heures marqués
 dans le règlement du Corps des travaux
 forcés; et il est conforme à l'esprit de
 la Direction générale et même du Gouvernement
 qu'il y ait plutôt en aggrégation que
 modération sous ce rapport. J'ai dit
 ailleurs que les prisonniers s'en trouvaient
 bien; il en est de même des forcats.

X

Et la religion se rattache naturellement la discipline. Car l'une et l'autre témoignent de la moralité et de la bonne conduite du forçat. Suivons donc les faits disciplinaires qui se sont produits dans le Corps des travaux forcés, dans le cours de l'année 1849. Evasions 19; évadés 26; tentatives d'évasion, non suivies de succès, 5. Evadés repris après qu'ils avaient eu le temps de commettre de nouveaux crimes, 9; sans qu'ils aient commis de nouveaux crimes, 10; évadés non repris 7. — Forçats condamnés par les tribunaux: à être fusillés 1; au foyet 6; au pain et à l'eau 12; au bâton 1. Forçats condamnés extra-judiciairement: au bâton 172; au pain et à l'eau 52; au cachot noir, 73; aux arrêts 6; Nombre des forçats qui dans le courant de l'année ont été condamnés à une peine quelconque 233; Nombre des forçats qui dans la même période n'ont subi aucune peine 16, 78; Nombre des forçats qui durant l'année ont passé ou sont restés dans le Corps 1, 911.

X

Dans ces calculs étant faits et mis en regard les uns des autres, on trouve que parmi les forçats de la première Compagnie, il y en a eu de punis 1 sur 4; de la seconde troisième et quatrième Compagnies 1 sur 12; de la cinquième 1 sur 17; de la sixième et de la dixième 1 sur 7; c'est-à-dire en général un forçat de puni dans l'année sur 8.

Voici maintenant les crimes ou délits qui ont motivé les châtimens judiciaires, ou extra-judiciaires que je viens de mentionner. 1^o Châtimens judiciaires — Actes de violence contre les chefs 2; attaques avec des armes dangereuses 1. Faux, 1; Vol et complicité de vol 14; Dégâts dans les choses appartenant

à l'Etat 2.

2^e Châtiments extrajudiciaires — Désobéissance aux chefs ou aux surveillants 23; actes violents 2; détention illégale d'arme, dangereuses 1; tromperie 2; soustraction illégale ou tentative à ces effets 31; dégâts causés aux effets appartenant à l'Etat 9; 4^e aux effets trouvés ou reçus en dépôt 7; Irrognerie et introduction frauduleuse deau de vie 121; évasion ou participation à évasion ou tentative à cet effet 18; délits de monnaie importante, comme commerce illégal, jeu, mensonges etc. 90. —

VII.

Revenus et Dépenses du Corps des travaux forcés

Le principal revenu du Corps des travaux forcés consiste dans le Travail même des forçats, et dans le Salaire quotidien qu'ils perçoivent à l'occasion de ce travail. Ce revenu varie avec les Compagnies.

Depuis l'époque de l'organisation du Corps jusqu'à ce jour, la première compagnie a été employée, comme y l'ai dit plus haut, à la construction du Canal de Strömsholm. Chaque forçat y reçoit pour salaire quotidien, d'après un règlement secreté par le Roi le 18 Septembre 1846, les condamnés 12 Sk. (80 centimes); les volontaires 16 Sk. (70 centimes); ce qui porte le revenu annuel que la compagnie a perçu en 1848, par exemple, à 7,127 Skp 6^o (14,254 francs);

et en 1849, à 7.742 *Skj.* 6^{co} 31 *Sk* (14,686 *ff.*).

La seconde, troisième et quatrième compagnies employées aux travaux de la forteresse de Carlscroga, n'ont, aux termes de l'arrêté royal du 8 août 1842, produit aucun revenu qui put entrer dans la caisse des prisons, comme remboursements de ses dépenses. Cependant, quelques forçats appartenant à ces compagnies ayant été, malgré la lettre du règlement, employés par des particuliers ont rapporté en 1848, une somme de 98 *Skj.* 6^{co} (198 francs), et en 1849, une somme de 186 *Skj.* 6^{co} (272 francs).

La cinquième compagnie ayant été mise à la disposition de l'administration de la marine, pour les travaux du port militaire de Carlskrona, a rapporté, conformément à l'édit royal du 11 février 1847, pour l'année 1848 une somme de 11,688 *Skj.* 6^{co} (23,316 *ff.*), et pour l'année 1849, une somme de 11,978 *Skj.* 6^{co} (23,980 *ff.*), lesquelles ont dû être acquittées par la caisse de la marine.

Nous avons déjà vu que la 6^e et la 7^e Compagnie sont actuellement détachées dans le Corps des travaux forcés. On attend pour les reformer un accroissement du personnel des *Lösvarstälse*, condamnés aux travaux forcés.

La huitième, la neuvième et la dixième Compagnies ont été, comme la seconde, troisième et quatrième, affectées à des travaux de fortification, soit à Helsingholm, soit à Wankholm. Il n'est donc résulté de ces travaux aucun gain pour la caisse des prisons ait pu profiter. Ainsi, son produit total des travaux exécutés par les forçats a donné en 1849, c'est-à-dire la dernière année pour laquelle les états officiels entre les mains, une somme de 19,503 *Skj.* (39,006 *ff.*).

Si maintenant nous comparons le produit avec les devis ou projets conjecturés à leur égard par l'administration, nous trouverons entre les deux supputations des différences assez notables. Par exemple, le produit des travaux de la première compagnie qui ne s'élève en 1869, qu'à 7,342 shp, était coté dans le devis de l'Etat à 12,750, différence en moins 5,407 shp. Le produit des travaux de la cinquième compagnie, au contraire, montant à 11,975 shp, n'était coté qu'à 9000, différence en plus 2,975 shp. La cause de ces différences est que dans les supputations l'Etat a pris pour base un nombre de forçats qui n'a pas été atteint ou qui a été dépassé.

Arrivons maintenant aux dépenses qu'occasionne à l'Etat l'entretien du Corps des travaux forcés. Tous compris, cet entretien coûte 154,970 shp. (309,940 ff.); dont 19,806 shp (39,612 ff.) pour la première compagnie; 64,179 shp. (128,358 ff.) pour la seconde, la troisième et la quatrième; 18,130 (36,260 ff.) pour la cinquième; 52,896 (105,792 ff.) pour la neuvième et la dixième; plus ^{en 1869} un reste pour la section de Luthöping de 192 shp (384 ff.); et pour celle de Gefle de 63 shp (126 ff.). La différence doit être comblée par les quelques fractions dont je n'ai pas tenu compte.

Subdivisant toutes ces sommes générales que je viens d'énumérer en chapitres particuliers nous avons: 1° Constructions et réparations 29 1/2 (46 ff.); 2° Nourriture 78,898 shp (157,796 ff.); 3° Habillage 20,886 shp (41,772 ff.); 4° Coaches 20,79 shp (41,58 ff.); 5° Mobilier 18 shp (36 ff.); 6° Chauffage et éclairage 915 shp (1830 ff.); 7° Propreté 860 shp (1720 ff.); 8° Religion —

XXI

1375 Arp. (2790 ff.); 9.^e Sous des malades:
9640 Arp. (19,280 ff.); 10.^e Survivants 198 Arp.
(990 ff.); 11.^e Mise en liberté des forçats:
32 Arp. (64 ff.); 12.^e Frais de garnison ou
garde militaire: 17490 Arp. (34,860 ff.); Adminis-
tration 26,249 Arp. (52,498 ff.).

VIII

Conclusion,

C'est sous, Monsieur le Ministre, les principaux
points qui se rattachent à l'organisation du
Corps des Travaux forcés en France. Vous avez
sû remarquer combien dans ce rapport, j'ai
été sobre de réflexions et de rapprochements;
je me suis borné autant que possible au
simple exposé des faits. L'administration en
tirera elle-même les conséquences qui répondront
le mieux à ses appréciations. Quant à moi,
mon but sera atteint, mon vœu sera
comblé si en signalant à votre Département
une importante institution étrangère, j'ai pu
non seulement intéresser la curiosité, mais
encore ^{la porter à} l'utiliser à notre profit, quelques-unes
des idées ou des formes sous j'ai essayé de
démontrer la salutaire fécondité.

J'ai l'honneur d'être avec respect,

Monsieur le Ministre,

Votre très-humble et très-
obéissant serviteur,

L. Léonon Le Duc



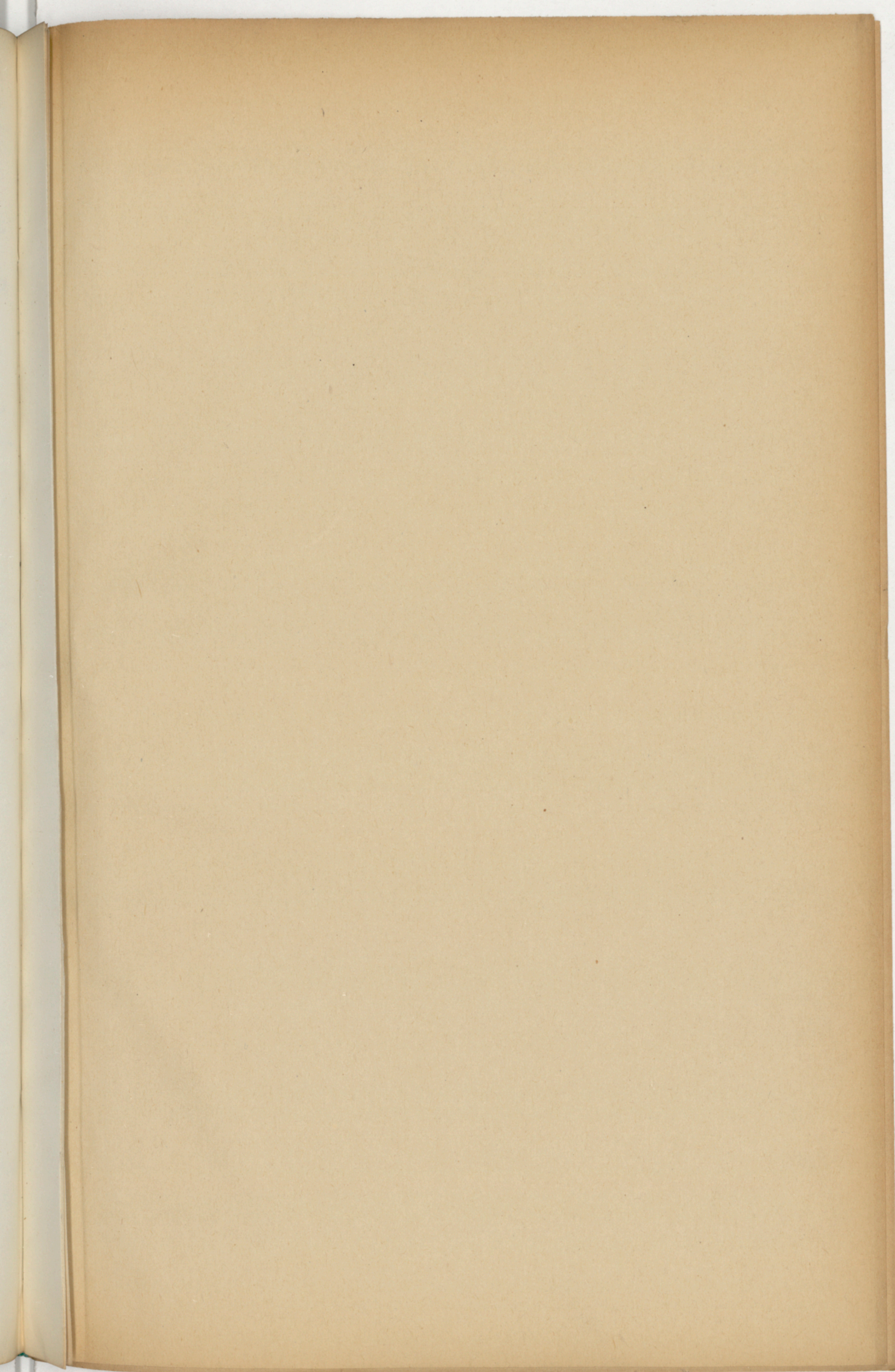
Cable des matières 2

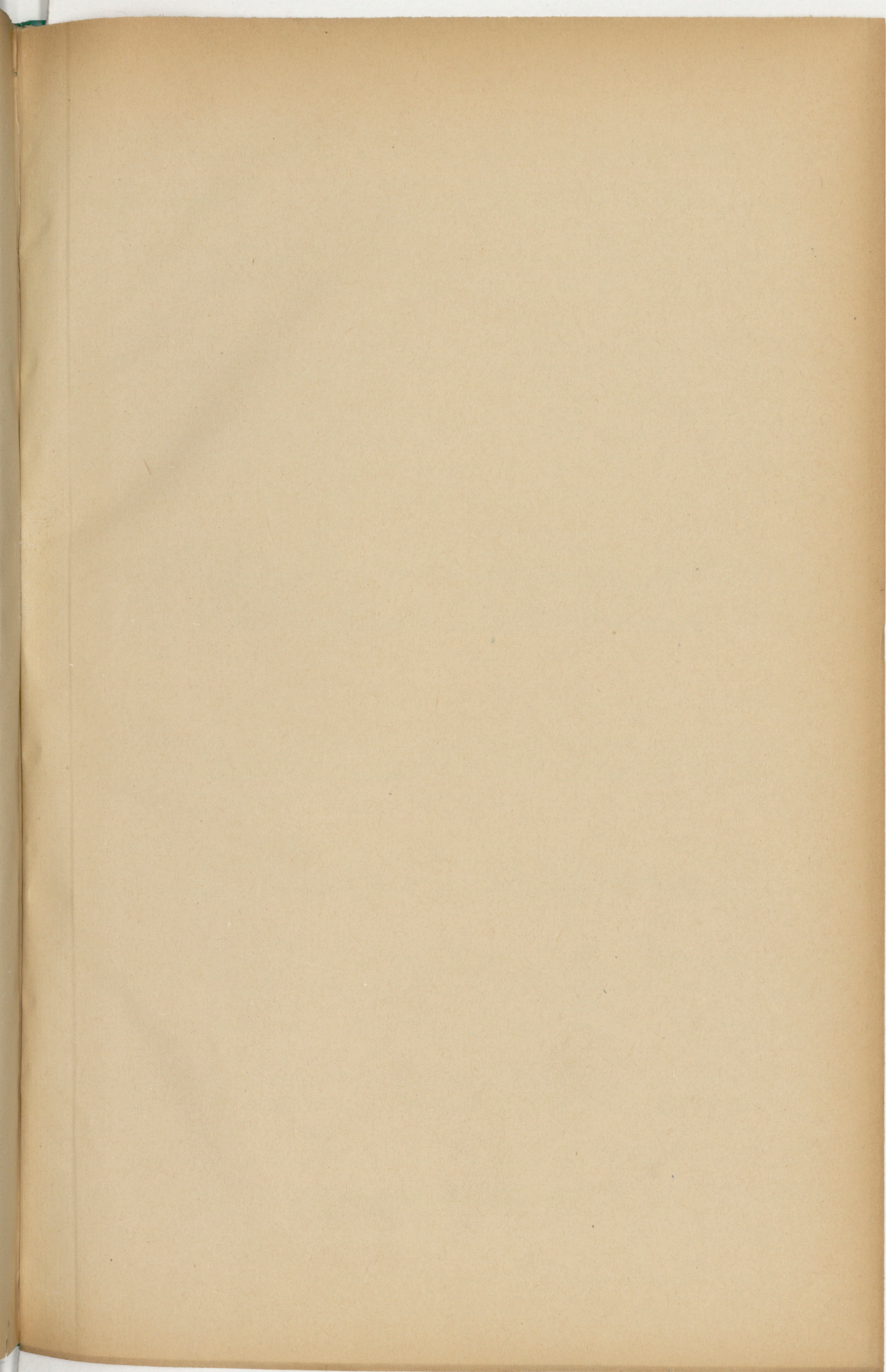
	page -
I. Principes généraux	2.
II. Organisation ancienne - Sionniers.	8.
III. Organisation actuelle - Corps des travaux forcés	11.
IV. Règlement	14.
V. Installation du Corps des travaux forcés - Stations diverses - Résultats	44.
VI. Etat sanitaire, religieux et disciplinaire	53.
VII. Revenus et dépenses	56.
VIII. Conclusion	59.

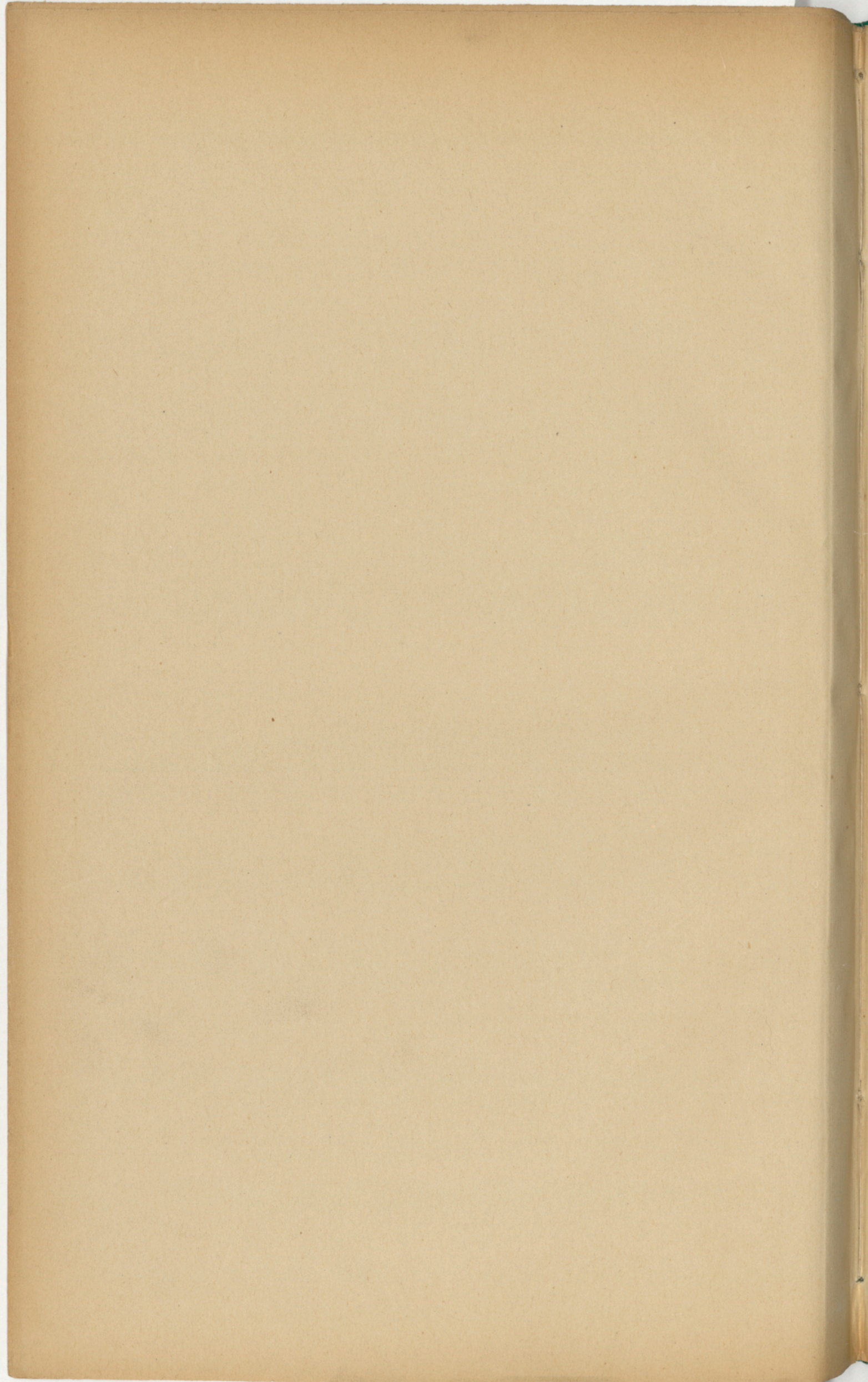


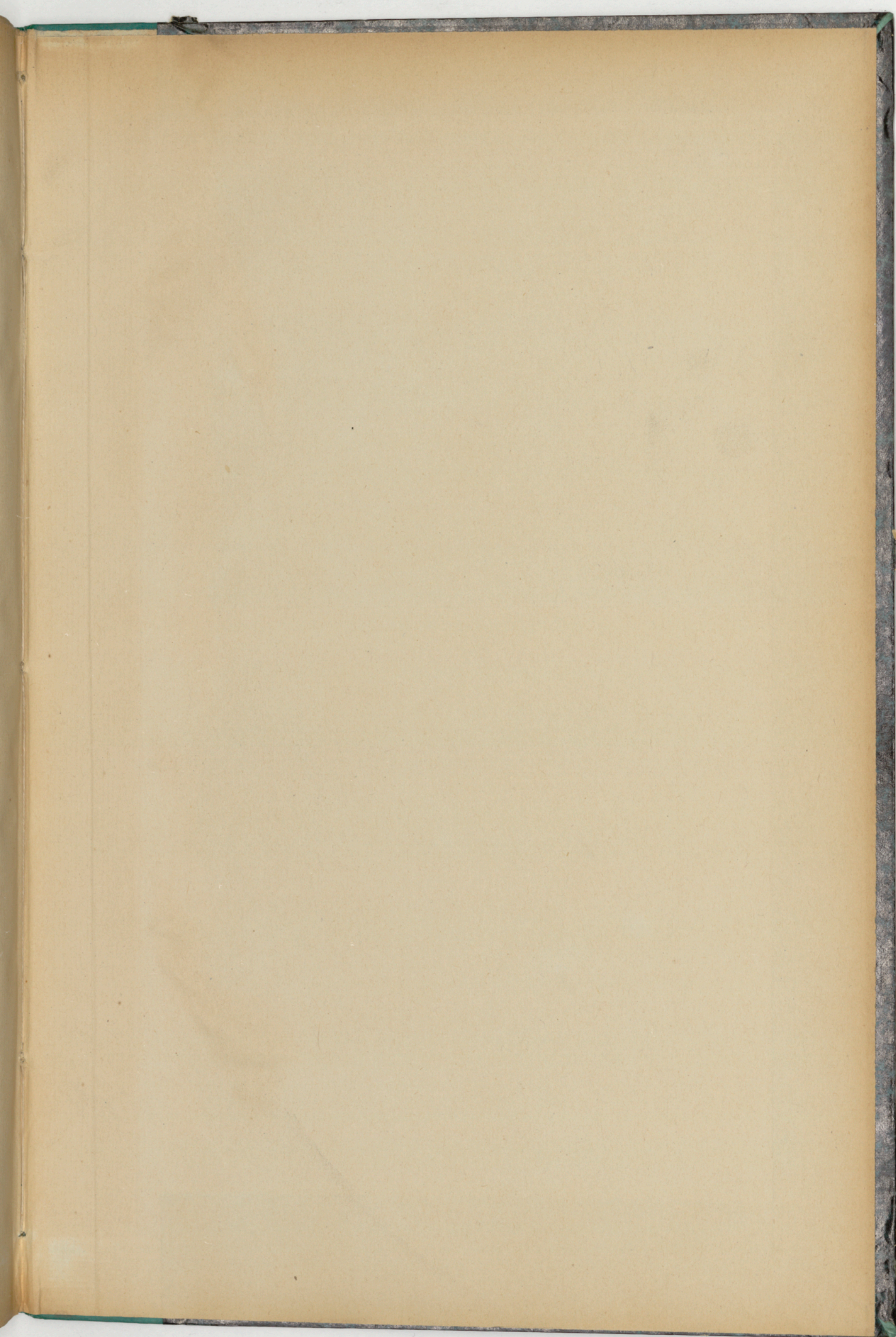
mmmmmm













L2
1